



COMMUNE DE WOLUWE-SAINTE-PIERRE
GEMEENTE SINT-PIETERS-WOLUWE

CONSEIL COMMUNAL DU 26 NOVEMBRE 2019
GEMEENTERAAD VAN 26 NOVEMBER 2019

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Damien De Keyser, *Conseiller communal-Président/Gemeenteraadshid-Voorzitter* ,
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre/Burgemeester* ,
Caroline Lhoir, Alexandre Pirson, Françoise de Callatay-Herbiet, Antoine Bertrand, Carine Kolchory,
Dominique Harmel, Raphael van Breugel, Helmut De Vos, *Échevins/Schepenen* ,
Willem Draps, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Tanguy
Verheyen, Aymeric de Lamotte, Christophe De Beukelaer, Cécile Vansel, Catherine Buggeman,
Etienne Dujardin, Laurent de Spilet, Olivia Casterman, Marie Cruysmans, Muriel Godhaud, Jonathan
de Patoul, Anne Delvaux de Fenffe, Juliette Siaens-Mahieu, Christiane Mekongo Ananga, Cathy
Vaessen, Michel Naets, Gerarda Postelmans, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ,
Florence van Lamsweerde, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*

Excusés
Verontschuldigd

Philippe van Cranem, Georges Dallemagne, Sophie Busson, *Conseillers
communaux/Gemeenteraadsleden*

Ouverture de la séance à 20:05
Opening van de zitting om 20:05

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

26.11.2019/A/0001 **CC - Interpellation citoyenne à la demande de M. Benoit van DOOSSELAERE, citoyen, représentant 37 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins - "Urgence climatique"**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 84ter et 89bis ;

Vu le dossier intitulé "Interpellation citoyenne - "Urgence climatique"", inscrit à l'ordre du jour de la présente séance du Conseil communal à la demande de M. Benoit van DOOSSELAERE, citoyen, représentant 37 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins ,

ENTEND :

1. l'interpellation citoyenne de M Benoit van DOOSSELAERE, citoyen, représentant 37 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins, dont résumé ci-après établi par l'intéressé .

"Monsieur le bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les échevins,

Mesdames et Messieurs les conseillers,

Les phénomènes météorologiques extrêmes auxquels nous assistons suite au changement climatique causé par l'activité humaine, comme en témoignent de

nombreuses études récentes, constituent une crise existentielle méritée pour l'humanité et la planète

Cette crise nécessite que les gouvernements, chargés de représenter les intérêts de la population, respectent scrupuleusement les engagements pris sur l'Accord de Paris, visant à contenir le réchauffement climatique «bien en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels» et à «poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5°C». L'accord stipule que «les pays développés continuent de montrer la voie en assumant des objectifs de réduction des émissions en chiffres absolus».

Si les signataires de l'Accord sont les chefs d'état et de gouvernement nationaux, il est indéniable que les autorités locales ont un rôle capital à jouer pour sa mise en œuvre. En effet, le 5^e rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur le changement climatique (GIEC) déclare :

«Les administrations locales sont de plus en plus considérées comme des intervenants essentiels dans la mise à l'échelle des mesures d'adaptation au niveau des collectivités, des ménages et de la société civile, dans la gestion des informations relatives aux risques, et dans le financement».

Dans un article du rapport intitulé «Avantages des actions infranationales» le GIEC souligne que «les gouvernements infranationaux peuvent s'adapter plus rapidement aux nouvelles situations et ont donc plus de flexibilité pour modifier les politiques climatiques existantes ou en définir de nouvelles, notamment : programmes d'efficacité énergétique, efforts de sensibilisation, normes d'achats écologiques, accords de partenariat avec des entreprises locales, ou plantation d'arbres... Les gouvernements infranationaux peuvent adapter les actions et les politiques aux besoins des citoyens, en identifiant plus facilement les priorités et les difficultés, car ils sont plus proches des citoyens que les administrations centralisées».

Depuis un an, l'urgence climatique a mobilisé énormément de personnes dans le monde entier, et particulièrement à Bruxelles. En effet, c'est ici que Greta Thunberg a pris la parole devant le Parlement Européen lors de son premier voyage à l'étranger en octobre 2018. C'est ici que les marches «Claim the Climate» du 2 décembre et «Rise for Climate» du 27 janvier ont chacune rassemblé plus de 70.000 personnes, faisant les titres des journaux internationaux. C'est ici que 35.000 jeunes ont fait grève le 24 janvier pour demander aux dirigeants de prendre enfin au sérieux la menace qui pèse sur leur avenir. C'est ici que 20 000 personnes ont manifesté le 12 mai pour le climat et la justice sociale, indissociablement liés.

Vos électeurs ont ainsi fait preuve d'une prise de conscience et d'un engagement citoyen dont vous pouvez être fiers. Aujourd'hui nous nous adressons à vous, les responsables politiques au niveau de pouvoir le plus proche des citoyens, pour rappeler cette urgence à agir pour le climat et la biodiversité.

Nous souhaitons que la commune de Woluwé-Saint-Pierre s'engage aux côtés des citoyens afin de garantir à tous des conditions de vie dignes pour le futur. Nous estimons que seules la reconnaissance de l'état d'urgence climatique et la mise en place de plans de transition écologique pourront contier les menaces d'une catastrophe environnementale, un effondrement économique, une crise de santé publique, une pénurie alimentaire mondiale, un anéantissement de la biodiversité, et des crises de sécurité d'ampleur sans précédent.

A ce jour, près de 1.000 collectivités dans le monde ont adopté une déclaration d'urgence climatique, dont 3 pays (Argentine, Irlande, Portugal), 400 municipalités au Québec, 300 en Angleterre, ainsi que les villes de Londres, Paris,

Cologne, Dusseldorf, Milan, Naples, Genève, Glasgow, Varsovie, New York, et San Francisco.

Lors du conseil communal du 13 mai 2019, la commune de Koekelberg a été la première et jusqu'à aujourd'hui la seule commune de Belgique à déclarer «un état d'urgence climatique» en s'engageant à «commencer au plus vite un processus participatif vers un plan climatique»

Nous, citoyens de Woluwé-Saint-Pierre, vous demandons de suivre l'exemple de Koekelberg, Ixelles et Bruxelles-ville en **déclarant à votre tour l'état d'urgence climatique**, et **prenant les mesures nécessaires** pour que Woluwé-Saint-Pierre devienne une commune résiliente, apte à concilier justice sociale et justice climatique, visant à assurer les meilleures conditions de vie possibles pour tous

En tant que simples citoyens qui réagissent comme tant d'autres devant l'urgence de la situation, nous n'avons aucune leçon à donner sur les enjeux environnementaux que vous connaissez bien. C'est pourquoi je n'ai pas la prétention de détailler ici les mesures spécifiques qui devront être entreprises par la commune, dont certaines sont sans doute déjà en cours. Toutefois, je me permets de vous soumettre les recommandations suivantes qui sont inspirées du Pacte pour la Transition[1], rédigé par une cinquantaine d'organisations partenaires et une large consultation citoyenne en France pour construire des communes plus écologiques, plus solidaires et plus démocratiques

Le Pacte se base sur les trois principes suivants :

La sensibilisation et la formation à la transition : impulser et soutenir des actions de sensibilisation et de formation sur la transition auprès des différents publics : élus, agents communaux, jeunes, habitants, associations, acteurs économiques, etc.

La co-construction des politiques locales : en associant élus, citoyens, agents et représentants des acteurs locaux, pour la définition, la mise en œuvre et le suivi des engagements - par exemple, en créant un conseil citoyen indépendant, en organisant des ateliers participatifs, en développant des mécanismes d'initiative citoyenne

L'intégration de critères environnementaux et sociaux : dans les arbitrages sur les projets communaux pour répondre à l'urgence climatique et sociale tout en prenant en compte les impacts sur le long terme.

Nous insistons sur l'importance d'informer de manière visible et transparente tous les citoyens sur la situation climatique et environnementale, de développer un plan de transition en consultation avec experts et citoyens ; d'intégrer l'urgence climatique et environnementale dans toutes les politiques communales ; et de défendre cet engagement dans toute interaction avec les autorités régionales, fédérales et européennes.

Le collectif Rise for Climate a l'intention d'interpeller le conseil communal de chacune des communes bruxelloises hormis Koekelberg pour demander la déclaration d'urgence climatique. Nous espérons que notre commune de Woluwé-Saint-Pierre sera ainsi l'une des premières à exprimer formellement son engagement à agir pour le climat et la biodiversité. Et nous invitons ces communes à se concerter, à échanger leurs bonnes pratiques, et à collaborer au-delà des frontières communales pour faire de Bruxelles un territoire exemplaire et inspirant.

Je vous remercie, Monsieur le bourgmestre, Mesdames et Messieurs les échevins, Mesdames et Messieurs les conseillers, pour l'attention que vous avez réservée à cette interpellation. Nous, les citoyens Woluwé-Saint-Pierre, sommes à l'écoute de la réponse que vous voudrez y donner".

2 la réponse qui lui est donnée par Mme Caroline LHOIR, échevin

[1] <https://www.pacte-transition.org/>

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

Laurent de Spirllet entre en séance / treedt in zitting.

26 11.2019/A/0002 **CC - Motion du Conseil communal relative à l'Urgence Climatique et Environnementale**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Motion relative à l'Urgence Climatique et Environnementale", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Sophie BUSSON, au nom du groupe Ecolo-Groen, M. Christophe DE BEUKELAER, au nom du groupe Liste du Bourgmestre, et M. Jonathan de PATOUL au nom du groupe DéFi, conseillers communaux ;

DECIDE d'adopter la motion suivante :

Motion relative à l'Urgence Climatique et Environnementale

Le Conseil communal,

1. Vu les différents engagements internationaux de la Belgique¹ ;
2. Vu la résolution interparlementaire sur le climat adoptée le 9 novembre 2018 par le Parlement régional bruxellois qui appelle les gouvernements fédéral, régionaux et communautaires à poser les jalons d'une action transversale en matière climatique et notamment à mettre l'accent sur les objectifs européens pour 2030 au sujet de la réduction des gaz à effet de serre et d'être encore plus ambitieux que la réduction de 40 % par rapport à 2005 en 2030 prévue par les accords de Paris ;
3. Vu les objectifs contenus dans le Plan National Intégré Énergie Climat adopté le 19 décembre 2018 par le comité de concertation réunissant l'Etat fédéral et les entités fédérées et dans le Plan Air-Climat-Énergie adopté le 2 juin 2016 par le gouvernement régional bruxellois ;
4. Considérant l'actualité des derniers mois, montrant que la dégradation de la biosphère devient de plus en plus visible, que les conséquences environnementales des activités humaines (pollution, risques sanitaires, déforestation et dégradation des terres, surconsommation entre autres) sont bien présentes et sont néfastes tant pour la planète que pour nous tous ;
5. Considérant que nous sommes entrés dans une sixième extinction de masse (200 espèces sont perdues tous les jours, des plantes, aux insectes jusqu'aux êtres vertébrés) , que des écosystèmes uniques, dont certains vivent depuis des centaines de milliers d'années, s'effondrent sous la pression ; que l'intensité et la fréquence de phénomènes météorologiques extrêmes s'intensifient avec des impacts environnementaux, sociaux et économiques grandissant ;
6. Considérant les différents rapports présentés par des milieux scientifiques et académiques sur l'état de notre planète et les risques irréversibles qu'elle encourt à défaut d'actions rapides, dont notamment
 - les deux récents rapports du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) «sur les conséquences d'un réchauffement planétaire supérieur à 1,5 °C» et «Changement climatique et terres émergées» qui stipulent, que ce n'est qu'en réduisant les émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs, que l'on pourra espérer limiter le

réchauffement mondial ,

- la lettre ouverte publiée le 31 janvier 2019 par le collectif «scientists4climate», composé de plus de 3.600 scientifiques de toutes les universités et tous les établissements de recherche belges, qui appelle les décideurs politiques à faire preuve, d'urgence, de plus d'ambitions climatiques ;
 - le rapport de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (I.P.B.E.S.), publié le 06 mai 2019, démontrant que «nous sommes en train d'éroder les fondements mêmes de nos économies, nos moyens de subsistance, la sécurité alimentaire, la santé et la qualité de vie dans le monde entier» ;
7. Considérant que les mesures d'atténuation et d'adaptation peuvent être porteuses de nombreux co-bénéfices notamment en matière de santé et de réduction de la pollution de l'air ;
 8. Considérant l'analyse de la Banque mondiale qui estime que dans les 30 prochaines années, le nombre de réfugiés climatiques va atteindre plus de 140 millions ;
 9. Considérant les diverses manifestations pour le climat des derniers mois («Claim for the climate», «Youth for Climate», and «Rise for the climate») qui ont mobilisé des foules impressionnantes au niveau national et international et qui demandent aux autorités d'agir de manière rapide et ambitieuse pour le climat ;
 10. Considérant qu'une des revendications de ces mouvements est la déclaration de l'urgence climatique, c'est à dire le fait de reconnaître que la protection du climat et de l'environnement est un enjeu majeur du 21e siècle, qui doit devenir une priorité de l'agenda politique avec des mesures concrètes rapides et ambitieuses pour le climat , à commencer au niveau local ,
 11. Considérant le résultat du Climate Action Summit des Nations Unies organisé à New-York fin septembre 2019 avec le motto «Moins de parole, plus d'actions», qui témoigne d'une nette accentuation des ambitions nationales et de la mobilisation du secteur privé à l'égard de l'échéance cruciale de 2020 en matière climatique, notamment par les annonces décisives formulées par les chefs de gouvernements et les grands dirigeants du secteur privé ;
 12. Considérant que la Belgique, en tant que membre fondateur de l'Union européenne, se doit d'endosser un rôle pionnier et exemplaire en matière climatique et environnementale sur la scène mondiale et européenne ;
 13. Considérant que plusieurs villes et communes proches ou lointaines ont déjà déclaré l'urgence climatique et environnementale (New York, Paris, Londres, Rome, Koekelberg, Bruxelles-Ville, Jette, etc) ;
 14. Considérant l'interpellation citoyenne du 26 novembre 2019, adressée aux membres du Conseil et Collège communal de Woluwe-Saint-Pierre, appelant à déclarer l'urgence climatique sur le territoire de la commune, portée par le collectif Rise for Climate Belgium ,
 15. Considérant l'impact prévisible important du dérèglement climatique et de la dégradation environnementale sur le territoire de la Commune comme, entre autres, la multiplication des vagues de chaleurs, des pics de pollution et l'augmentation de l'intensité des pluies et donc des inondations ;
 16. Considérant les investissements visant à effectuer des économies d'énergie dans les bâtiments communaux réalisés par le collège des Bourgmestre et Echevins ;
 17. Considérant les nombreuses actions entreprises qui se sont succédées depuis 2009 dans le cadre du Plan d'action Agenda 21 local adopté par les collèges des Bourgmestre et Echevins de Woluwe-Saint-Pierre ;

- 18 Considérant en particulier que la commune soutient et accompagne les initiatives citoyennes et associatives en faveur de la transition écologique, du climat et de l'environnement ,
- 19 Considérant la Motion Zéro plastique approuvée par le Conseil communal de Woluwe-Saint-Pierre le 26 février dernier ;
- 20 Considérant la Motion Youth4Climate approuvée par le Conseil communal de Woluwe-Saint-Pierre le 30 avril dernier ;
21. Considérant que la commune de Woluwe-Saint-Pierre entend s'inscrire, comme mentionné dans sa Déclaration de politique générale 2019-2024, pleinement dans le réseau des «communes en transition» et tracer l'horizon vers un territoire résilient et «zéro carbone» ;
22. Considérant que la Déclaration de politique générale 2019-2024 prend en compte les défis climatique et écologique ;
- 23 Considérant l'urgence sociale, l'urgence de santé, le défi du vieillissement et de la migration, largement interconnectés aux défis climatique et environnemental .

Le Conseil communal de Woluwe-Saint-Pierre demande au Collège des Bourgmestre et Échevins de la commune de Woluwe-Saint-Pierre :

- De déclarer l'**urgence climatique et environnementale** en reconnaissant l'accentuation des effets du dérèglement climatique et de la dégradation environnementale, avec leurs conséquences néfastes, ainsi que l'urgence à les contrer ;
- De soutenir et encourager le réseau associatif de Woluwe-Saint-Pierre qui lutte pour les urgences climatique, environnementale, sociale et de santé, le défi du vieillissement et de la migration ,
- De se doter rapidement d'un **Plan climat communal, comme mentionné dans la Déclaration de politique générale 2019-2024**. Ce plan devra à la fois couvrir des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre (avec un objectif de réduction de 40 % de réduction des émissions directes (et indirectes) en 2030 par rapport à 2005) ET des mesures holistiques d'adaptation aux effets des changements climatiques. Il permettra de poursuivre les initiatives prises par le Collège pour lutter contre le réchauffement climatique et la dégradation environnementale, notamment via des actions permettant :
 - De réduire de la consommation énergétique des bâtiments communaux ;
 - D'évoluer vers une mobilité moins impactante en terme de d'émissions et d'environnement (incitation (au covoiturage, au télétravail), infrastructures (voiries et aménagements), offre de service (transports publics, véhicules partagés,..) dans la ligne du plan Good Move ;
 - De décarboner la flotte des véhicules communaux ;
 - De modifier les pratiques en matière de finances et d'économie (en effectuant des placements communaux éthiques et à faible impact carbone ou investissant en faveur de la transition écologique, en incluant des critères d'impact climatique dans les appels d'offre de la commune, ...) ;
 - D'accentuer les efforts en matière d'environnement et d'adaptation au changement climatique, notamment en augmentant considérablement la place de la nature et de la biodiversité en ville (en aménageant des points d'eau potable dans la commune, en considérant les arbres et les espaces verts comme des infrastructures essentielles dans tous les projets d'aménagement,

notamment pour la lutte contre la pollution de l'air, pour l'abaissement des températures dans les rues (îlots de fraîcheur en période de canicule) et pour la gestion des eaux de ruissellement) ;

- De soutenir la recherche scientifique et l'innovation technologique qui se développent au service de la durabilité environnementale, sociale et économique ;
 - De conclure tous les marchés publics de la commune, des asbl communales et du C.P.A.S. dans le respect de critères environnementaux, sociaux, éthiques et locaux ,
 - De prendre en compte la durabilité environnementale, sociale et économique de toutes ses activités et, chaque fois que possible, donner la priorité aux options les plus performantes au regard de ces critères ;
 - De sensibiliser le public et informer les Sanpétrusien.ne.s sur les enjeux climatiques et environnementaux et impliquer un maximum des citoyens à agir de manière proactive dans la transition vers des modes de vie durables ;
 - D'encourager les initiatives culturelles et les initiatives pédagogiques dans les établissements scolaires communaux, afin d'informer, accompagner et aider chacun à devenir un acteur conscient, formé et responsable face à aux enjeux climatiques et environnementaux ;
 - De valoriser l'éco-team dans son travail sur la réflexion et la mise en place d'actions au sein de l'administration communale visant à sensibiliser et encourager le personnel communal à adopter des comportements plus éco-responsables ;
 - D'élaborer des indicateurs de mesure et de performance permettant de mesurer l'impact des actions prises par les collèges des Bourgmestre et Echevins de Woluwe-Saint-Pierre à l'horizon 2024 et 2030
- De travailler de manière **transversale** au sein de toute l'administration communale de Woluwe-Saint-Pierre en réfléchissant à des projets politiques globaux et transversaux, qui permettent une transition durable, solidaire, démocratique et enthousiasmante vers une société respectueuse de la terre et de ses habitants ;
 - D'appeler les autres niveaux de pouvoir à prendre leur part des efforts, au niveau des causes et effets du réchauffement climatique ;
 - En conclusions, de participer activement à l'objectif environnemental et climatique planétaire, visant à limiter le réchauffement climatique à +1,5° C, par rapport à l'ère préindustrielle.

[1] En particulier :

- la Convention sur la diversité biologique (C.D.B.) adopté lors du sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992
- la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques signée à New York le 9 mai 1992
- le Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, signé à Kyoto le 11 décembre 1997
- le Programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies le 25 septembre 2015, notamment les Objectifs de

développement durable 13 (Climat), 15 (Vie terrestre), 7 (Energie), 11 (Villes durables)

- l'Accord de Paris, signé à Paris le 12 décembre 2015 lors de la 21ème Conférence des Parties (C.O.P) à la Convention Cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques
- la Directive 2009/28/CE du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants . 32 votes positifs.

GR - Motie van de Gemeenteraad betreffende de Noodsituatie op het gebied van Klimaat en Milieu

DE RAAD,

Gelet op het dossier "Motie betreffende de Noodtoestand op het gebied van Klimaat en Milieu", dat op verzoek van Mevr. Sophie BUSSON, namens de Ecolo-Groen-fractie, Dhr Christophe DE BEUKELAER, namens de "Lijst van de Burgemeester"-fractie, en Dhr Jonathan de PATOUL, namens de DéFi-fractie, gemeenteraadsleden, op de agenda van de Gemeenteraad is geplaatst ;

BESLUIT volgende motie goed te keuren :

Motie betreffende de Noodtoestand op het gebied van Klimaat en Milieu

De gemeenteraad,

1. Gelet op de verschillende internationale verbintenissen van België¹ ;
2. Gelet op de interparlementaire resolutie over het klimaat die op 9 november 2018 door het Brussels gewestelijk parlement is aangenomen en waarin de federale, gewest- en gemeenschapsregeringen worden opgeroepen om de basis te leggen voor sectoroverschrijdende maatregelen op het gebied van klimaatverandering, en in het bijzonder om zich te concentreren op de Europese doelstellingen voor 2030 voor de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen, en om nog ambitieuzer te zijn dan de vermindering met 40 % ten opzichte van 2005 en 2030 die in de akkoorden van Parijs vastgelegd is ;
3. Gelet op de doelstellingen van het Geïntegreerd Nationaal Energie- en Klimaatplan dat op 19 december 2018 werd aangenomen door het overlegcomité van de federale staat en de gefedereerde entiteiten en van het Lucht-Klimaat-Energieplan dat op 2 juni 2016 door de Brusselse gewestelijke regering aangenomen werd ;
4. Overwegende de actualiteit van de voorbije maanden, waaruit blijkt dat de beschadiging van de biosfeer steeds zichtbaarder wordt, dat de milieugevolgen door menselijke activiteiten (met name vervuiling, gezondheidsrisico's, ontbossing, bodemaantasting, overconsumptie) bestaan en schadelijk zijn voor de planeet en voor ons allemaal ;
5. Overwegende dat de zesde massieve uitroeiing momenteel aan de gang is (elke dag verdwijnen er 200 soorten : planten, insecten en zelfs gewervelde dieren) ; dat unieke ecosystemen, waarvan sommige al honderdduizenden jaren bestaan, onder druk instorten , dat de intensiteit en frequentie van extreme weersomstandigheden toenemen met toenemende ecologische, sociale en economische gevolgen ,
6. Overwegende de verschillende verslagen die werden voorgesteld door wetenschappelijke en academische kringen over de toestand van onze planeet en de onomkeerbare risico's voor onze planeet als er niet snel actie wordt

ondernomen, waaronder met name :

- beide recente verslagen van de Intergouvernementele Werkgroep inzake klimaatverandering (I P C C.) over de “gevolgen van een opwarming van de aarde boven de 1,5° C” en “klimaatverandering en land” die stellen dat de opwarming van de aarde alleen tot een minimum kan worden beperkt door de uitstoot van broeikasgassen wereldwijd zo sterk mogelijk te verminderen
 - de open brief die op 31 januari 2019 werd gepubliceerd door het collectief "scientists4climate", dat bestaat uit meer dan 3.600 wetenschappers van alle Belgische universiteiten en onderzoeksinstituten, waarin de politieke besluitvormers worden opgeroepen om met spoed meer klimaatambities te tonen.
 - het rapport van het Intergouvernementeel Platform voor Biodiversiteit en Ecosysteemdiensten (I.P.B E S.), dat gepubliceerd werd op 6 mei 2019 Hieruit blijkt dat "we de fundamentele van onze economieën, bestaansmiddelen, garantie op voedsel, gezondheid en levenskwaliteit wereldwijd aan het uithollen zijn” ;
7. Gelet op het feit dat matiging en aanpassing velen bijkomende voordelen kunnen opleveren, met name wat onze gezondheid en een vermindering van de luchtverontreiniging betreft ;
 8. Overwegende de analyse van de Wereldbank, die schat dat er de komende dertig jaar meer dan 140 miljoen klimaatvluchtelingen zullen zijn ;
 9. Overwegende de verschillende betogingen voor het klimaat van de afgelopen maanden ("Claim for the climate", "Youth for Climate" en "Rise for the climate") die zowel nationaal als internationaal een indrukwekkende menigte op de been hebben gebracht en de autoriteiten oproepen om snel en ambitieus te handelen voor het klimaat ;
 10. Overwegende dat deze bewegingen, onder andere, als eis hebben om de urgentie van de klimaatcrisis af te kondigen, namelijk de erkenning dat klimaat- en milieubescherming een belangrijke kwestie van de 21e eeuw is, die een prioriteit moet worden op de politieke agenda en moet leiden tot snelle, ambitieuze en concrete maatregelen voor het klimaat ; waarbij men begint op lokaal niveau ;
 11. Overwegende het resultaat van de “Climate Action Summit” van de Verenigde Naties die eind september 2019 in New York werd gehouden onder het motto "Minder praten, meer actie", wat een weerspiegeling is van een aanzienlijke toename van de nationale ambities en de betrokkenheid van de privésector bij de cruciale klimaatdeadline voor 2020, met inbegrip van de doorslaggevende aankondigingen van regeringsleiders en belangrijke leiders uit de privésector ,
 12. Overwegende dat België, als stichtend lid van de Europese Unie, een voortrekkersrol moet spelen en een voorbeeldfunctie moet vervullen op klimaat- en milieugebied op het wereld- en Europese vlak ;
 13. Overwegende dat verschillende steden en gemeenten in de buurt of veraf (New York, Parijs, Londen, Rome, Koekelberg, Brussel-Stad, Jette, enz.) al een noodtoestand op het gebied van klimaat en milieu hebben uitgeroepen ;
 14. Overwegende de interpellatie van 26 november 2019, gericht aan de leden van de Gemeenteraad en van het College van Sint-Pieters-Woluwe, waarin wordt opgeroepen tot het afkondigen van de klimaatnoodtoestand op het grondgebied van de gemeente, uitgevoerd door het collectief Rise for Climate Belgium ;
 15. Overwegende de voorziene grote impact van de klimaatverandering en de milieuaantasting op het grondgebied van onze gemeente met, onder meer, de

- toename van hittegolven, pollutiepieken en de verwachte toename van de neerslagintensiteit met overstromingen tot gevolg ;
16. Overwegende de investeringen die het College van Burgemeester en Schepenen heeft gedaan om energie te besparen in de gemeentelijke gebouwen ,
 17. Overwegende de talrijke acties die werden ondernomen sinds 2009 in het kader van het Lokale Agenda 21-actieplan dat door de Colleges van Burgemeester en Schepenen van Sint-Pieters-Woluwe werd goedgekeurd ,
 18. In het bijzonder overwegende dat de gemeente de burger- en verenigingsinitiatieven ten behoeve van de overgang ondersteunt en begeleidt ;
 19. Overwegende de motie voor nul plastic dat op 26 februari door de gemeenteraad van Sint-Pieters-Woluwe goedgekeurd werd ;
 20. Overwegende de motie Youth4Climate dat op 30 april door de gemeenteraad van Sint-Pieters-Woluwe goedgekeurd werd ,
 21. Overwegende dat de gemeente Sint-Pieters-Woluwe, zoals vermeld in haar algemene Beleidsverklaring 2019-2024, volledig wil deel uitmaken van het netwerk van "gemeenten in transitie" en de koers uitzetten naar een veerkrachtig en "koolstofvrij" grondgebied ;
 22. Overwegende dat de algemene Beleidsverklaring 2019-2024 rekening houdt met de klimaat- en ecologische uitdagingen ,
 23. Overwegende de sociale urgentie, de urgentie op het gebied van de gezondheidszorg, de uitdaging van de vergrijzing en de migratie, die grotendeels samenhangen met de uitdagingen op het gebied van klimaat en milieu .

De Gemeenteraad van Sint-Pieters-Woluwe vraagt het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe om :

- de **Noodtoestand op het gebied van klimaat en milieu** uit te roepen door het erkennen van de toenemende effecten van de klimaatverandering en de milieuaantasting, met hun schadelijke gevolgen, en de urgentie om deze tegen te gaan ;
- het netwerk van verenigingen in Sint-Pieters-Woluwe dat zich inzet voor de bestrijding van klimaat-, milieu-, sociale en gezondheids crises, de uitdaging van de vergrijzing en de migratie, te ondersteunen en aan te moedigen ;
- snel een **gemeentelijk klimaatplan aan te nemen, zoals vermeld in de Algemene Beleidsverklaring 2019-2024**. Dit plan moet maatregelen omvatten om de uitstoot van broeikasgassen te verminderen (met als doel een vermindering van de directe (en indirecte) uitstoot met 40 % tegen 2030 ten opzichte van 2005) EN holistische maatregelen om zich aan te passen aan de effecten van de klimaatverandering. Het zal het mogelijk maken om de initiatieven die het College nam tegen de opwarming van het klimaat en de milieuaantasting verder te zetten, voornamelijk via maatregelen om :
 - het energieverbruik van de gemeentebouwen te verminderen ,
 - te evolueren naar een minder belastende mobiliteit op het vlak van uitstoot en milieu (stimulansen (carpooling, telewerken), infrastructuur (wegen en voorzieningen), dienstverlening (openbaar vervoer, gedeelde voertuigen,) in overeenstemming met het Good Move-plan ;
 - het wagenpark van gemeentelijke voertuigen koolstofvrij te maken ;
 - financiële en economische praktijken te veranderen (door ethische gemeentelijke investeringen met een laag koolstofverbruik of door te

investeren in ecologische transitie, met inbegrip van criteria voor de klimaatimpact in de aanbestedingen van de gemeente, enz.) ;

- meer inspanningen te doen op het gebied van milieu en aanpassing aan de klimaatverandering, met name door de plaats van de natuur en de biodiversiteit in de stad aanzienlijk te vergroten (door de ontwikkeling van drinkwaterpunten in de gemeente, door bomen en groene ruimten te beschouwen als essentiële infrastructuur in alle ontwikkelingsprojecten, met name voor de bestrijding van luchtverontreiniging, voor het verlagen van de temperaturen op straat (koelere eilanden bij warm weer) en voor het beheer van het afvloeiende water) ,
- wetenschappelijk onderzoek en technologische innovatie die zich ontwikkelen ten dienste van de ecologische, sociale en economische duurzaamheid, te ondersteunen ;
- alle overheidsopdrachten van de gemeente, de gemeentelijke vzw's en het O.C.M.W. af te sluiten met inachtneming van de ecologische, sociale, ethische en lokale criteria ;
- rekening te houden met de ecologische, sociale en economische duurzaamheid van al haar activiteiten en, waar mogelijk, prioriteit te geven aan de meest efficiënte opties met betrekking tot deze criteria ;
- het publiek te sensibiliseren en de Woluwenaars te informeren over klimaat- en milieugebonden uitdagingen en zoveel mogelijk burgers te overtuigen om proactief te handelen bij de overgang naar een duurzame levenswijze ;
- culturele en educatieve initiatieven in lokale scholen aan te moedigen om iedereen te informeren, te ondersteunen en te helpen om een bewuste, opgeleide en verantwoordelijke speler te worden in het licht van de klimaat- en milieu-uitdagingen ;
- het EcoTeam te valoriseren en aan te moedigen om deel te nemen aan het bedenken en uitvoeren van acties binnen het gemeentebestuur om de bewustwording te vergroten en het gemeentelijk personeel aan te moedigen om ecologisch verantwoord gedrag aan te nemen ,
- meet- en prestatie-indicatoren te ontwikkelen om de impact van de acties van de colleges van burgemeester en schepenen van Sint-Pieters-Woluwe tegen 2024 en 2030 te meten ;
- **Transversaal** te werken binnen het volledige gemeentebestuur van Sint-Pieters-Woluwe, na te denken over globale en transversale beleidsprojecten die een duurzame, solidaire, democratische en enthousiasmerende overgang mogelijk maken naar een samenleving die de aarde en haar inwoners respecteert ;
- andere overheidsniveaus op te roepen om deel te nemen aan de inspanningen, in termen van de oorzaken en gevolgen van de opwarming van het klimaat ;
- tot slot, om actief deel te nemen aan de wereldwijde milieu- en klimaatdoelstelling om de opwarming van het klimaat te beperken tot +1,5° C, vergeleken met het pre-industriële tijdperk.

[1] Meer bepaald :

- de Conventie over de biologische diversiteit (C.D.B.) dat in 1992 tijdens de Aardetop in Rio de Janeiro werd aangenomen

- het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake Klimaatverandering, ondertekend in New York op 9 mei 1992
- Het Kyoto-protocol van de Verenigde Naties inzake Klimaatverandering, ondertekend in Kyoto op 11 december 1997
- Het Programma voor duurzame ontwikkeling tot 2030, dat op 25 september 2015 door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties is aangenomen, met name de doelstellingen voor duurzame ontwikkeling 13 (Klimaat), 15 (Landleven), 7 (Energie) en 11 (Duurzame steden)
- Het Akkoord van Parijs, ondertekend in Parijs op 12 december 2015 op de 21ste Conferentie van de Partijen (C.O.P.) bij het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake Klimaatverandering
- Richtlijn 2009/28/EG van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Willem Draps quitte la séance / verlaat de zitting.

26.11 2019/A/0003 **CC - Interpellation citoyenne à la demande de M. Brice LIBERT, citoyen, représentant 40 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins - "Rénovation du bas de la Drève de Nivelles"**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 84ter et 89bis ;

Vu le dossier intitulé "Interpellation citoyenne - "Rénovation du bas de la drève de Nivelles"", inscrit à l'ordre du jour de la présente séance du Conseil communal à la demande de M. Brice LIBERT, citoyen, représentant 40 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins ;

ENTEND :

1. l'interpellation citoyenne de M Brice LIBERT, citoyen, représentant 40 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Monsieur le Bourgmestre,

L'état du bas de la drève de Nivelles (section entre le clos du Mouion et l'avenue des Frères Legrain) s'est fortement dégradé depuis le passage en 2013 d'engins de chantier d'impétrants. Sa rénovation a depuis lors été régulièrement annoncée par des membres du Collège à diverses occasions (réunion PLP, rencontres citoyennes, Wolumag, courriels.) mais a été à plusieurs reprises reportée

Vu que le Plan Communal de Mobilité (P.C.M.) approuvé en 2017 par le conseil communal prévoit que l'intégralité de la drève de Nivelles sera rénovée pour au plus tard l'année 2020 (voir extraits du P.C.M. en annexe), nous souhaiterions aujourd'hui obtenir de votre part des précisions tant sur le montant qui sera proposé au budget 2020 que sur le timing des concertations que la commune compte mener avec les riverains afin de respecter l'échéance prévue dans le P C M

Concernant la concertation avec les riverains, une réunion organisée le 7 juin 2017 à l'initiative de quelques riverains a rassemblé 40 % des habitants du tronçon bas

de la drève de Nivelles Cette réunion a permis d'aboutir à un consensus qui revient en résumé à ne pas fondamentalement modifier la configuration actuelle du bas de la drève de Nivelles Durant l'été 2017, plusieurs habitants ont relayé ce point de vue dans le cadre de la consultation publique organisée par la commune sur le projet de P.C.M. et une délégation de riverains a été reçue par l'échevin en charge du dossier Suite à ces différentes démarches, le P.C.M. finalement approuvé prévoit que «Pour la partie Frères Legrain - Mouron, un réaménagement en collaboration avec les riverains sera proposé» En juin 2019, les riverains concernés n'ont toutefois toujours pas vu de proposition concrète de réaménagement du bas de la drève de Nivelles.

Vu qu'une pré-réunion de concertation a déjà eu lieu en avril 2019 avec les riverains du haut de la drève de Nivelles pour discuter de plans qui avaient préalablement été présentés en septembre 2018 lors du «dimanche sans voiture», nous souhaiterions donc savoir (1) quand les riverains du bas de la drève de Nivelles recevront une proposition concrète de réaménagement et (2) quand ces riverains seront invités par la commune à une pré-réunion de concertation?

Nous souhaiterions également savoir quel est le calendrier des autres grandes étapes que vous comptez suivre pour réaliser la rénovation du bas de la drève de Nivelles en 2020?

Concernant l'aspect budgétaire, l'estimation budgétaire reprises par le consultant BRAT à la fiche projet N° 2 6 10 de la phase 3 du Plan Communal de Mobilité prévoit un investissement total de 1.124.090,00 EUR TVAC (cf. = 1,21 * (504.000+425.000)) pour la rénovation des deux tronçons de la drève de Nivelles Si il est fait abstraction du budget de 100.000,00 EUR approuvé par le conseil communal en juin 2019 pour financer la réalisation d'une étude concernant la gestion de l'eau et du bruit du futur revêtement de la drève de Nivelles, nous constatons que seul un montant de 750.000,00 EUR a été budgété en 2018 pour la rénovation de la drève de Nivelles - sans que ce montant ne soit attribué à un tronçon précis de la drève de Nivelles -. Nous constatons que ce montant de 750.000,00 EUR a été ventilé en fonction de l'origine de la recette comme suit : 150.000,00 EUR à charge de la région bruxelloise (cf. subside pavés drainants), 200.000,00 EUR à charge de la commune d'Auderghem et 400.000,00 EUR à charge de la commune de W.S.P (voir extraits du budget 2018 en annexe)

Vu ce qui précède, les montants budgétés jusqu'à présent nous semblent insuffisants pour permettre la rénovation tant du bas que du haut de la drève de Nivelles en 2020. Nous souhaiterions donc être rassurés sur le fait que la commune va prévoir dans son budget 2020 suffisamment de moyens financiers pour permettre la réalisation de la rénovation tant du haut que du bas de la drève de Nivelles en 2020, qui est pour rappel l'échéance prévue dans le P.C.M. Nous souhaiterions donc obtenir de votre part les informations suivantes :

1. Disposez vous d'une estimation budgétaire autre que celle réalisée par BRAT dans le Plan Communal de Mobilité ? Si tel est le cas, pourriez vous la partager avec nous ?
2. Avez-vous obtenu confirmation de la région concernant le subside pavés drainants de 150.000,00 EUR qui est repris dans le budget 2018 ?
3. Avez-vous obtenu confirmation de la commune d'Auderghem concernant son intervention à hauteur de 200 000,00 EUR qui est reprise dans le budget 2018 ?
4. Quel montant complémentaire comptez vous inscrire au budget 2020 pour permettre la rénovation de la drève de Nivelles ? Quelle est la ventilation de ce montant en fonction de l'origine de la recette (cf

S T I.B , commune W S P , autre) ?

2. la réponse qui lui est donnée par M Benoit CEREXHE, Bourgmestre
- 3 de même que l'intervention de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, Mme Christiane MEKONGO ANANGA et M. Tanguy VERHEYEN, conseillers communaux

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée

26 11 2019/A/0004 **CC - Interpellation citoyenne à la demande de Mme Isabelle STEYGERS-FARCY, citoyenne, représentant 32 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins - "Projet immobilier de la maison communale/François Gay n° 74 au 98"**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 84ter et 89bis ,

Vu le dossier intitulé "Interpellation citoyenne - "Projet immobilier de la maison communale/François Gay n° 74 au 98"", inscrit à l'ordre du jour de la présente séance du Conseil communal à la demande de Mme Isabelle STEYGERS-FARCY, citoyenne, représentant 32 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins ,

ENTEND ·

1. l'interpellation citoyenne de Mme Isabelle STEYGERS-FARCY, citoyenne, représentant 32 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins et Conseillers communaux,

Nous vous remercions de nous avoir accordé la parole. Nous nous faisons aujourd'hui le porte-parole du «Collectif Chien Vert» qui s'est constitué autour du Projet immobilier rue François Gay n° 74-90, du nom que vous lui avez donné dans votre courrier datant du 10 octobre 2019 adressé aux riverains des rues François Gay, de la Cambre, Paul Lancsweert et de l'avenue Ceusters. Ce projet ambitieux, comme vous le soulignez, ne concerne pas seulement les parcelles de terrain allant du 74 au 90 Il va bien au-delà, puisque la nouvelle construction s'étendrait jusqu'au numéro 96 inclus, voire une partie du numéro 98. Il semblerait donc plus convenable de parler du «projet immobilier n° 74-98» afin de ne pas tromper le citoyen.

Ce projet est pour nous sujet d'inquiétude et de consternation, entre autres, à la lecture de l'énumération faite dans votre courrier : 29 logements moyens passifs, une crèche, des espaces collectifs et des parkings au niveau de l'îlot allant des n° 74 au n° 90 (ou n° 98 dans la réalité des plans proposés) de la rue François Gay.

La réunion du 24 octobre 2019 n'a rien fait pour apaiser ces inquiétudes, que du contraire, en raison notamment des informations contradictoires qui nous y ont été données.

Permettez-nous aussi de souligner que l'absence du bourgmestre, pourtant signataire du courrier et responsable ultime de tous les projets de la commune, a été remarquée et déplorée.

Si le projet intergénérationnel est vendeur, en revanche ce projet immobilier est totalement disproportionné en termes de surface et de densité et dommageable pour ce cadre verdoyant. Il doit être INTEGRÉ dans le tissu urbain déjà existant, ce qui n'est pas du tout le cas dans la version proposée

A savoir :

29 logements · La population possible de 10 familles sera donc triplée sur un espace d'environ 100 m.

Qu'en sera-t-il du flux de la circulation dans ce goulot à sens unique qu'est la rue François Gay, de la saturation des places de parkings en surface et du surnombre de la population sur un si petit espace de vie ?

Actuellement, nous arrivons déjà à une saturation à de nombreux points de vue dans le quartier avec la Commune et ses activités administratives pour tous les citoyens de la commune, ainsi que ses activités culturelles (les mariages, le W:hall et ses spectacles, ainsi que les fêtes (bal des sports et autres donc également des personnes extérieures à la commune)).

Quant aux parkings souterrains annoncés, permettez-nous de douter de leur bonne utilisation. Les parkings prévus pour le personnel de la police sont déjà très peu utilisés. Les véhicules privés sont laissés en surface, et ce malgré nos différentes remarques et plaintes déjà faites depuis l'installation du Commissariat. Des personnes menottées sont débarquées sur la voie publique alors que des aménagements spécifiques existent.

Disparition du parc : nous sommes contre la disparition du parc public et demandons à ce qu'il soit maintenu en l'état ou encore amélioré, en gardant l'accès public.

La crèche : Nous ne voulons pas de nuisances supplémentaires autour de cet îlot. Nous subissons déjà celles liées à l'International Ballet School, l'école Don Bosco, le commissariat de police et son alarme.

Quid donc de la circulation le matin et le soir, des accès pour la crèche et de la pollution atmosphérique et de la pollution sonore supplémentaires?

Les espaces collectifs : à la réunion d'information, il nous a été impossible de comprendre ce que seront ces espaces collectifs. Une salle polyvalente a été mentionnée..

Encore plus de ventilations extérieures : nous subissons déjà les désagréments de la ventilation de la Commune et la pollution sonore risque de s'accroître, -et ce malgré les avancées technologiques en la matière dans la construction passive.

L'architecture du projet : qui a tout d'«un paquebot venu d'ailleurs ...» - voir les photos prises lors de la réunion de présentation du projet en Annexe.

L'aspect «village» qui fait la renommée du quartier est bafoué. C'est Louvain la Neuve qui débarque au centre de Woluwe-Saint-Pierre.

Alors que ce projet aurait pu surfer sur une belle vague qui fait souvent la Une de l'actualité, il est totalement contraire aux préceptes chers à la Région bruxelloise qui prônent et défendent l'intégration d'un projet dans un contexte global, tant au point de vue architectural, social, économique et environnemental (cf. les projets *be exemplary* et les chantiers circulaires de *be circular* soutenus d'ailleurs activement par certains écologistes de la Commune).

Au niveau de notre Commune verdoyante et paisible, nous pensions que le bien-être des habitants était au centre des préoccupations de ses dirigeants. Nous savons également combien les règles appliquées par l'Urbanisme à titre individuel sont très strictes : respect de l'harmonie de l'espace environnant, parking suffisant, luminosité, impact du bruit, zone perméable au niveau du sol par le maintien de zones vertes, sécurité, etc **La Commune fait-elle ici fi de toutes ces considérations ? C'est la conclusion que nous tirons.**

Nous constatons que les immeubles proposés ne s'intègrent nullement dans l'îlot existant. Le quartier sera enclavé dans des immeubles hauts qui naissent autour de lui (ref. la nouvelle aile du collège Don Bosco,...). Ici, tout est fait pour avoir un

maximum de volume intérieur, sans que l'impact sur l'extérieur soit pris en compte. En effet, la corniche de la maison communale est à 9,60 m et le toit plat du projet est à 13,80 m. On peut déterminer une différence de 4,20 m de hauteur. Ces immeubles arrivent donc plus haut que la corniche de la maison communale. Ce «mur de briques» en façade sera donc très présent visuellement car il est aligné sur le trottoir, alors qu'il y a un certain recul visuel pour la maison communale déjà construite.

L'alignement des façades avec celle de la dernière extension de la maison communale occupée par la Police est étonnant au niveau urbanistique. Le raccord entre cette aile et celle du futur bâtiment n'a aucun sens. Par ailleurs, le projet laisse un pignon aveugle du côté du W-hall.

Les immeubles se terminant par un toit plat auront une grande incidence au niveau de la lumière et de la chaleur pour les voisins d'en face.

Nous vous prions également de répondre aux questions suivantes qui n'ont pas trouvé réponse lors de la réunion du 24 octobre.

1. **Y a-t-il une étude d'incidences environnementales, urbanistiques et sonores ? Si oui, quels en sont les résultats ? Nous souhaitons avoir accès à ceux-ci.**
2. **Combien de salles polyvalentes/espaces collectifs sont prévus et avec quelle capacité ? A l'utilisation de qui et de quoi et quel impact sonore ?**
3. **Combien de lits comptera la crèche et où en sera exactement l'accès ?**
4. **Quand les travaux commenceront-ils ? (Destruction des maisons 74 à 90 ainsi que date du début des travaux). Combien de temps dureront-ils (démolition et construction) ? Comment sera préservé l'accès aux entreprises et commerces existants ?**
5. **Un état des lieux des maisons/appartements autour de l'îlot est-il prévu ? Des travaux de cette ampleur, dont des parkings souterrains, entraîneront inévitablement des répercussions.**
6. **Pendant les travaux, quelles mesures seront mises en place pour réduire les nuisances des riverains (mobilité, poussières, etc.) ?**
7. **Quelles mesures avez-vous prévues afin de compenser les désagréments et les impacts directs pour les riverains que ce projet implique (place de parking pour les riverains, accès prioritaire à la crèche, etc.) ?**
8. **Quelles mesures envisagez-vous de prendre pour compenser/dédommager la perte de valeur des biens des propriétaires de la rue François Gay et des alentours directs ?**

Pour le reste nous attendons de voir l'enquête publique et d'avoir accès à tous les plans afin d'analyser le projet plus en profondeur, le problème de densité de ces logements et vérifier si les normes sont respectées notamment pour l'I.B.G.E. Sachez déjà que nous ne voulons pas d'un projet déjà refusé dans d'autres quartiers de la Commune pour des raisons similaires.

Les habitants du quartier sont, de manière générale, des personnes à revenus moyens, dont nombre de jeunes propriétaires et de jeunes parents. Ils ont décidé d'investir et/ou de venir habiter à Woluwe-Saint-Pierre pour son cadre verdoyant, sa quiétude, et un cadre de vie meilleur que dans beaucoup de quartiers bruxellois. Ils ont fait un emprunt et investi pour leur futur dans cette commune. Un

investissement dont la valeur sera diminuée si un tel projet démesuré voit le jour impact direct sur la valeur des biens des rues environnantes, perte d'espaces verts par la destruction du parc et perte de luminosité par la hauteur annoncée des futurs immeubles, pollutions sonores diverses, flux intensifié au niveau de la mobilité amenant embouteillages et pollution atmosphérique. Les jeunes propriétaires de la rue n'auraient certainement pas acheté s'ils avaient eu connaissance de l'ampleur du projet.

Mentionnons aussi les désagréments des travaux pendant une période relativement longue qui aura un impact négatif important sur la qualité de vie des riverains et sur la possibilité de louer ou revendre leur bien pendant cette période. **C'est pourquoi nous demandons que les riverains directement impactés soient consultés et que leurs remarques soient prises en compte.**

Il aura fallu attendre 5 ans à la Commune pour bien vouloir communiquer aux riverains sur ce projet, et nous ressentons l'urgence de votre action maintenant, ce qui ne nous rassure pas

La manière dont ce projet est amené à la connaissance des riverains, avec son lot d'interrogations restées sans réponse lors de la réunion et les informations discordantes, nous porte à croire que la Commune ne fait pas preuve de transparence et cela nous inquiète fortement

Nous appelons donc la Commune de Woluwe-Saint-Pierre, le Bourgmestre et son collègue des échevins, à faire preuve de plus de **transparence** dans sa communication et à demander à la SLRB **de revoir sa copie pour un projet à taille humaine et harmonieux**, qui pourra **s'intégrer au quartier** et lui **amener une réelle plus-value**, au lieu de le dégrader, et prenant en compte l'intérêt et les points de vue des riverains. Il en va de la **crédibilité de la Commune** et du **futur climat de cohabitation** : entre les riverains existants et les futurs riverains, et entre les riverains et la Commune. Crédibilité qui s'entend également pour la Région qui se veut porteuse d'avancées urbanistiques, sociales et environnementales.

Une pétition a été lancée. A ce jour, il y a signataires.

Dans l'attente de vos réponses et compléments d'information à nos questions de ce jour, et en espérant une réelle concertation à partir de maintenant "

2 la réponse qui lui est donnée par Mme Carine KOLCHORY, échevin.

3. de même que l'intervention de M. Etienne DUJARDIN, conseiller communal, de M. Benoit CEREXHE, bourgmestre, et de Mme Alexia BERTRAND, conseiller communal.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

26.11 2019/A/0005 **CC - Interpellation - "Promotion rue François Gay" (M. Etienne DUJARDIN)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Promotion rue François Gay"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Etienne DUJARDIN, conseiller communal

,
ENTEND :

1. l'interpellation de M Etienne DUJARDIN, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé, interpellation abordée dans le cadre de l'interpellation citoyenne relative au même sujet :

"Monsieur l'Echevin,

De nombreux citoyens s'inquiètent du projet immobilier rue François Gay 74-88.

Pouvez-vous me faire savoir pourquoi la population du quartier n'a pas été

consulté de manière réelle sur ce projet ?

Les citoyens s'inquiètent de l'ampleur du projet et notamment de sa hauteur. Des habitants estiment que le projet ne respecte pas l'âme et les aspects architecturaux du quartier. Sachant que la commune est propriétaire pourquoi décide-t-elle sans concertation de faire des dizaines de logements en associant la SLRB ? D'autres acteurs immobiliers auraient pu être intéressés par ce projet et on a vu dans d'autres dossiers comme celui de la déchetterie que s'associer avec des partenaires régionaux n'était pas toujours des plus respectueux de la qualité de vie des habitants et de l'intérêt de la commune.

Qu'entendez-vous par revenu moyens pour être éligibles dans ces logements telle que repris dans le PV du collège d'octobre ?

Pouvez-vous nous donner la convention de partenariat avec la SLRB et que prévoit cette convention ? (demande aussi via question écrite du 20/11/2019)

Pouvez-vous encore choisir un autre partenaire dans ce dossier que la SLRB ou êtes-vous déjà totalement liée avec cette dernière ?

Les habitants pourront-ils donner leurs avis et être concertés ? J'ai cru comprendre que la majorité actuelle attachait beaucoup d'importance à la démocratie participative. Qu'allez-vous faire pour vous concerter avec les citoyens du quartier afin d'écouter réellement leurs demandes ? Êtes-vous prêts à diminuer le nombre de logements pour ne pas justement aller à l'encontre des désirs du quartier dont beaucoup de citoyens trouvent le projet et son gabarit totalement démesuré ? J'ai lu en campagne électorale que la qualité de vie et la défense des espaces verts étaient importantes pour vous et pour vos collègues d'Ecolo. Pourtant, dans le projet actuel un espace vert primordial pour le quartier va disparaître. Comment est-ce possible d'accepter cela alors que la commune a la main sur le dossier ?" ,

2. la réponse qui lui est donnée par Mme Carine KOLCHORY, échevin

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

26.11.2019/A/0006 **CC - Vote de l'urgence**

LE CONSEIL décide d'examiner le point suivant ne figurant pas à l'ordre du jour de la présente séance :

Urgence :

CC - Sociétés intercommunales auxquelles la commune est associée - S.C.R.L BRUTELE - Assemblées générale ordinaire du 17.12.2019 - Vote sur l'ensemble des points mis à l'ordre du jour de cette assemblée générale.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération

31 votants · 31 votes positifs

GR - Dringende zaak

DE RAAD besluit het hierna vermeld punt dat niet voorkomt op de dagorde van deze zitting te onderzoeken :

Dringende zaak

GR - Intercommunale maatschappijen waarbij de gemeente aangesloten is - C V B.A. BRUTELE - Gewone algemene vergadering van 17.12.2019 - Stemming over alle punten op de agenda van deze algemene vergadering.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beiraadslaging goed.

26.11.2019/A/0007 **CC - Adoption du registre des délibérations de la séance du 22.10.2019**

LE CONSEIL,

Considérant que le registre de la séance précédente a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs au moins avant la séance de ce jour ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 89, et le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, notamment les articles 22 et 23 ;

DECIDE d'approuver le registre des délibérations de la séance du 22.10.2019.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

GR - Goedkeuring van het register der beraadslagingen van de zitting van 22.10.2019

DE RAAD,

Overwegende dat het register van de vorige zitting ter inzage van de Gemeenteraadsleden werd gelegd ten minste zeven vrije dagen voor de zitting van heden ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 89, en het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad, met name de artikels 22 en 23 ;

BESLUIT het register der beraadslagingen van de zitting van 22.10.2019 goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen

Service juridique - Juridische dienst

26.11.2019/A/0008 **CC - Sociétés intercommunales auxquelles la commune est associée - S.C.R.L. BRUTELE - Assemblées générale ordinaire du 17.12.2019 - Vote sur l'ensemble des points mis à l'ordre du jour de cette assemblée générale**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117, 123, 8° et 270 ;

Vu l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu l'accord de coopération du 13.02.2014 relatif aux intercommunales interrégionales ;

Considérant que l'article 2, § 1^{er} de l'accord de coopération du 13.02.2014 relatif aux intercommunales interrégionales rend applicable le droit de la région dont relèvent les personnes morales de droit public qui disposent, ensemble, de la plus grande part d'actionariat ,

Que s'agissant de l'intercommunale BRUTELE, le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (ci-après "CDLD") sort intégralement ses effets à l'égard de communes situées en Région de Bruxelles-Capitale, qui se voient donc appliquer le droit wallon alors que celles-ci sont pourtant situées en dehors du territoire de la Région wallonne ,

Vu la délibération du Conseil communal du 28.05.2019 décidant de désigner M Philippe van CRANEM, conseiller communal, M Dominique HARMEL, échevin, Mme Caroline

LHOIR, échevine, M. Willem DRAPS, conseiller communal, et M Tanguy VERHEYEN, conseiller communal, dans le cadre de la représentation de la commune en tant que délégués à l'assemblée générale de l'intercommunale BRUTELE et de proposer M Damien DE KEYSER, conseiller communal, dans le cadre de la représentation de la commune en tant qu'administrateur au sein du conseil d'administration de l'intercommunale BRUTELE ;

Vu le courriel du 14.11 2019 de l'intercommunale BRUTELE par lequel celle-ci informe la commune de la tenue d'une assemblée générale ordinaire en date du 17 12 2019 ;

Vu l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de ladite intercommunale du 17.12.2019 ;

DECIDE de voter comme suit pour chacun des points mis à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale BRUTELE du 17 12.2019, à savoir .

- Plan stratégique (Rapport A) : approbation à l'unanimité ,
- Nomination des réviseurs aux comptes pour les exercices comptables 2019, 2020 et 2021 et fixation des émoluments (Rapport B) . approbation à l'unanimité ;
- Nominations statutaires (Rapport C) : approbation à l'unanimité.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs

GR - Intercommunale maatschappijen waarbij de gemeente aangesloten is - C.V.B.A. BRUTELE - Gewone algemene vergadering van 17.12.2019 - Stemming over alle punten op de agenda van deze algemene vergadering

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117, 123, 8°, en 270 ;

Gelet op de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten ;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst van 13.02.2014 met betrekking tot interregionale intercommunale maatschappijen ;

Overwegende dat artikel 2, § 1, van het samenwerkingsakkoord van 13 02 2014 betreffende de gewestgrensoverschrijdende intercommunales bepaalt dat het toepasselijk recht het recht van het gewest is waaronder de aandeelhouders vallen die samen het grootste deel van de publiekrechtelijke aandeelhouders vormen ;

Dat, wat de intercommunale BRUTELE betreft, het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie (hierna "WPDD" genoemd) volledig van toepassing is op de gemeenten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die dus onderworpen zijn aan het Waalse recht, ook al bevinden zij zich buiten het grondgebied van het Waalse Gewest ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28.05 2019 houdende aanwijzing van Dhr. Philippe van CRANEM, gemeenteraadslid, Dhr. Dominique HARMEL, schepen, Mevr. Caroline LHOIR, schepen, Dhr. Willem DRAPS, gemeenteraadslid, en Dhr Tanguy VERHEYEN, gemeenteraadslid, in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente, als afgevaardigden voor de algemene vergadering van de intercommunale BRUTELE, en Dhr. Damien DE KEYSER, gemeenteraadslid, in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente, als bestuurder voor te stellen voor de raad van bestuur van de intercommunale BRUTELE ;

Gelet op de email van 14.11.2019 van de intercommunale BRUTELE waarin deze de gemeente informeert over het plaatsvinden van een gewone algemene vergadering op

17.12.2019 ;

Gelet op de agenda van de gewone algemene vergadering van de genoemde intercommunale op 17.12.2019 ;

BESLUIT voor elk van de punten op de agenda van de gewone algemene vergadering van de intercommunale BRUTELE van 17.12.2019 te stemmen als volgt :

- Strategisch plan (Verslag A) . eenparige goedkeuring ,
- Benoeming van de revisoren van de rekeningen voor de boekjaren 2019, 2020 en 2021 en vaststelling van de honoraria (Verslag B) : eenparige goedkeuring ,
- Statutaire benoemingen (Verslag C) . eenparige goedkeuring

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Développement durable Agenda 21 - Duurzame ontwikkeling Agenda 21

26.11.2019/A/0009 CC - Environnement et développement durable - Subsidies en faveur d'associations actives dans divers projets environnementaux et de développement durable - Exercice 2019

LE CONSEIL,

Vu le crédit inscrit à l'article 8790/332-02//099 du service ordinaire du budget de l'exercice 2019 en vue de permettre l'attribution de subsides en faveur d'associations actives dans divers projets environnementaux et de développement durable ,

Considérant que le Conseil communal doit préciser le nom des associations bénéficiaires desdits subsides ;

Considérant la volonté du Collège des Bourgmestres et Echevins, inscrite dans la Note de politique générale 2019-2024, d'amplifier les initiatives citoyennes de type "quartiers durables" ou favorisant la transition écologique ;

Considérant la stratégie pluriannuelle de répartition des subsides inscrits à l'article 8790/332-02//099 sous la rubrique "Environnement - Développement durable - Subsidies aux associations environnementales et de développement durable" validée en séance du Conseil Communal du 30.09.2014 et complétée en séance du Conseil Communal du 20.12.2016 selon laquelle, les associations environnementales et de développement durable peuvent solliciter l'octroi d'un subside de soutien structurel annuel de 500,00 EUR de la part de la commune, à condition .

- d'exercer leurs activités principales à Woluwe-Saint-Pierre ou à destination des usagers de Woluwe-Saint-Pierre ,
- d'offrir des activités environnementales et/ou de développement durable gratuites ou à faible coût aux habitants de Woluwe-Saint-Pierre ;
- d'être reprises dans la liste des associations retenues pour ce subside ou de faire la demande justifiée d'entrer dans cette liste ,

Considérant que la liste des associations retenues est la suivante :

- l'A.S B L. ANN ET LES ANES, Clos du Chêne Céleste 9, 1150 Bruxelles, B.C.E 0563.519 124 ;
- QUARTIER DURABLE SOUS LES PALMIERS D'ELEONORE, rue des

Palmiers 78B, 1150 Bruxelles ;

DECIDE

- 1 d'octroyer aux associations retenues les subsides structurels de 500,00 EUR tels que définis dans la stratégie pluriannuelle ;
2. de répartir comme suit le crédit d'un montant de 1.000,00 EUR inscrit à l'article 8790/332-02//099 du service ordinaire du budget de l'exercice 2019
 - un crédit de 500,00 EUR en faveur de l'A.S.B L. ANN ET LES ANES, Clos du Chêne Céleste 9, 1150 Bruxelles, B.C.E. 0563.519.124 ;
 - un crédit de 500,00 EUR en faveur de QUARTIER DURABLE SOUS LES PALMIERS D'ELEONORE, rue des Palmiers 78B, 1150 Bruxelles

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération
31 votants 31 votes positifs

GR - Milieu en duurzame ontwikkeling - Subsidies ten gunste van verenigingen werkzaam in diverse milieuprojecten en duurzame ontwikkelingsprojecten - Dienstjaar 2019

DE RAAD,

Gelet op het krediet opgenomen in het artikel 8790/332-02//099 van de gewone dienst van de begroting voor 2019, om de toekenning van subsidies mogelijk te maken aan verenigingen die actief zijn in diverse projecten op het gebied van milieu en duurzame ontwikkeling ,

Overwegende dat de Gemeenteraad de namen van de verenigingen die deze subsidies ontvangen, moet preciseren ;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen de burgerinitiatieven zoals "duurzame wijken" of het bevorderen van ecologische transitie uit te breiden, zoals vastgelegd in de Algemene Beleidsnota 2019-2024 ,

Overwegende de meerjarenstrategie voor de verdeling van de subsidies voorzien in artikel 8790/332-02//099 onder de rubriek "Milieu - Duurzame ontwikkeling - Subsidies aan verenigingen voor milieu en duurzame ontwikkeling", gevalideerd op de zitting van de Gemeenteraad van 30.09.2014 en vervolledigd op de zitting van de Gemeenteraad van 20.12.2016, waarbij de verenigingen voor milieu en duurzame ontwikkeling een jaarlijkse structurele subsidie van 500,00 EUR per jaar kunnen aanvragen bij de gemeente, op voorwaarde dat :

- hun hoofdactiviteiten in Sint-Pieters-Woluwe of voor de gebruikers van Sint-Pieters-Woluwe worden uitgevoerd ;
- gratis of tegen lage kosten activiteiten op het gebied van milieu en/of duurzame ontwikkeling aan de inwoners van Sint-Pieters-Woluwe aangeboden worden ,
- zij in de lijst van verenigingen die voor deze subsidie zijn geselecteerd, worden opgenomen of dat zij een met redenen omkleed verzoek tot opname in deze lijst hebben ingediend ;

Overwegende dat de lijst van de geselecteerde verenigingen als volgt is :

- de V.Z.W "ANN ET LES ANES", Hemeleikgaarde 9, 1150 Brussel, K.B.O. 0563 519.124 ;

- “QUARTIER DURABLE SOUS LES PALMIERS D'ELEONORE”, Palmboomstraat 78B, 1150 Brussel ;

BESLUIT ·

1. aan de geselecteerde verenigingen structurele subsidies van 500,00 EUR toe te kennen, zoals bepaald in de meerjarenstrategie ;
2. het in artikel 8790/332-02//099 van de gewone dienst van de begroting voor 2019 opgenomen krediet van 1 000,00 EUR als volgt te verdelen
 - een krediet van 500,00 EUR ten gunste van de V.Z.W. “ANN ET LES ANES”, Hemeleikgaarde 9, 1150 Brussel, K.B.O. 0563.519.124 ;
 - een krediet van 500,00 EUR ten gunste van “QUARTIER DURABLE SOUS LES PALMIERS D'ELEONORE”, Palmboomstraat 78B, 1150 Brussel

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen

Crèches francophones - Crèches néerlandophones - Franstalige kinderdagverblijven - Nederlandstalige kinderdagverblijven

26.11.2019/A/0010 **CC - Personnel communal non-enseignant - Partenariat entre la commune et le C.P.A.S. - Mise à disposition auprès de la commune d'un membre du personnel du C.P.A.S. - Conditions, durée, nature de la mission - Conventions - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu la proposition du C.P.A.S. de conclure un partenariat afin de permettre la mise à disposition, au sein des crèches communales, d'un membre du personnel du Service d'aide aux familles, travaillant au sein du service de garde d'enfants malades en qualité de puéricultrice ;

Considérant qu'il est régulièrement nécessaire de renforcer les équipes de puéricultrices au sein des crèches communales ,

Vu la délibération du 23.10.2019 du Conseil du C.P.A.S. de Woluwe-Saint-Pierre décidant d'une part, d'autoriser les autorités du C.P.A.S. à procéder à la signature de la convention de collaboration établie avec la Commune et, d'autre part, d'autoriser les autorités du C.P.A.S. à procéder à la signature de la convention de mise à disposition établie avec la Commune ;

DECIDE de ratifier et de signer les conventions de collaboration et de mise à disposition établies entre le C.P.A.S. et la commune de Woluwe-Saint-Pierre.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

GR - Niet-onderwijzend gemeentelijk personeel - Partnerschap tussen de gemeente en het O.C.M.W. - Terbeschikkingstelling van een O.C.M.W.-medewerker aan de gemeente - Voorwaarden, duur en aard van de opdracht - Overeenkomsten - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op het voorstel van het O.C.M.W. om een partnerschap aan te gaan om binnen de gemeentelijke kinderdagverblijven een personeelslid van de Dienst voor Bijstand aan gezinnen, dat als kinderverzorgster werkzaam is binnen de dienst voor de opvang van zieke kinderen, ter beschikking te kunnen stellen ,

Overwegende dat het regelmatig nodig is om de teams van kinderverzorgsters binnen de gemeentelijke kinderdagverblijven te versterken ,

Gelet op de beraadslaging van 23.10.2019 van de Raad van het O.C.M.W. van Sint-Pieters-Woluwe om enerzijds de autoriteiten van het O.C.M.W. te machtigen om over te gaan tot de ondertekening van de samenwerkingsovereenkomst met de gemeente en anderzijds de autoriteiten van het O.C.M.W. te machtigen om over te gaan tot de ondertekening van de met de gemeente opgestelde terbeschikkingstellingsovereenkomst ,

BESLUIT om de samenwerkings- en terbeschikkingstellingsovereenkomsten tussen het O.C.M.W. en de gemeente van Sint-Pieters-Woluwe te bekrachtigen en te ondertekenen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen

Cellule Marchés publics - Cel Overheidsopdrachten

26.11.2019/A/0011 **CC - Centre d'informatique pour la Région bruxelloise (C.I.R.B) - Amendement aux contrats en matière de traitement de données à caractère personnel - Règlement général sur la Protection des données personnelles (R.G.P.D) - Conclusion et approbation**

LE CONSEIL,

Vu, dans le cadre des marchés relatifs à l'acquisition des applications suivantes : BOS, IRISBOX, NOVA et TRADOS, les contrats conclus avec le CENTRE D'INFORMATIQUE POUR LA REGION BRUXELLOISE, avenue des Arts 21, 1000 Bruxelles, B.C.E. 0240 678.477 ,

Considérant qu'en vertu du Règlement Général sur la Protection des Données (R.G.P.D.), entré en vigueur le 25.05.2018, le traitement de données personnelles par un sous-traitant doit être régi par un contrat avec le responsable du traitement, à savoir la commune, qui définit notamment l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées ;

Considérant que, dans le cadre des contrats conclus avec l'adjudicataire précité, ce dernier pourrait traiter des données à caractère personnel dans le cadre de ces marchés ,

Considérant qu'il convient dès lors de signer avec le CENTRE D'INFORMATIQUE POUR LA REGION BRUXELLOISE un amendement au contrat en matière de traitement de données à caractère personnel afin de se mettre en conformité avec le R.G.P.D.,

DECIDE :

- 1 de conclure avec le CENTRE D'INFORMATIQUE POUR LA REGION BRUXELLOISE, avenue des Arts 21, 1000 Bruxelles, B.C.E. 0240.678 477, un amendement au contrat en matière de traitement de données à caractère personnel dans le cadre des marchés relatifs à l'acquisition des applications suivantes : BOS, IRISBOX, NOVA et TRADOS ;
- 2 d'approuver et de signer l'amendement au contrat repris en annexe.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération

31 votants · 31 votes positifs

GR - Centrum voor informatica voor het Brusselse Gewest (C.I.B.G) - Wijziging van de overeenkomsten met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens - Algemene Verordening Gegevensbescherming (A.V.G) - Afsluiting en goedkeuring

DE RAAD,

Gelet, in het kader van de opdrachten betreffende de aanwerving van de volgende toepassingen : BOS, IRISBOX, NOVA en TRADOS, op de overeenkomsten afgesloten met het CENTRUM VOOR INFORMATICA VOOR HET BRUSSELS GEWEST, Kunstlaan 21, 1000 Brussel, K.B.O 0240.678.477 ;

Overwegende dat overeenkomstig de Algemene Verordening Gegevensbescherming (A.V.G.), in voege getreden op 25.05.2018, de behandeling van persoonsgegevens door een verwerker moet geëgd worden door een overeenkomst met een verwerkingsverantwoordelijke, namelijk de gemeente, die onder andere het voorwerp en de duur van de verwerking, de aard en het doel van de verwerking, het type van persoonsgegevens en de categorieën van betrokken personen bepaalt ;

Overwegende dat, in het kader van de overeenkomsten afgesloten met de bovengenoemde opdrachtnemer, deze laatste de persoonsgegevens dient te verwerken in de context van deze opdrachten ;

Overwegende dat er dan ook een wijziging van de overeenkomst dient getekend te worden met het CENTRUM VOOR INFORMATICA VOOR HET BRUSSELS GEWEST voor de verwerking van de persoonsgegevens teneinde aan de A.V.G. te voldoen ;

BESLUIT :

1. met het CENTRUM VOOR INFORMATICA VOOR HET BRUSSELS GEWEST, Kunstlaan 21, 1000 Brussel, K.B.O. 0240.678.477, een wijziging van overeenkomst af te sluiten inzake de verwerking van persoonsgegevens in het kader van de opdrachten betreffende de aanwerving van de volgende toepassingen : BOS, IRISBOX, NOVA en TRADOS ;
2. de bijgevoegde wijziging van overeenkomst goed te keuren en tekenen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Urbanisme - Stedenbouw

26 11 2019/A/0012 **CC - Urbanisme - Projet de PAD-Loi 2019 - Avis de la Commune de Woluwe-Saint-Pierre**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales ;

Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire (Co.B A.T.) et, notamment, ses articles 30/1 à 30/11 insérés par l'ordonnance du 30.11 2017 réformant le Code Bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 05.06.1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes ;

Vu l'arrêté du 21 11.2006 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale arrêtant les Titres I à VIII du Règlement Régional d'Urbanisme applicable à tout le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté de Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03.05.2001 adoptant le plan régional d'affectation du sol ;

Vu le plan régional de développement durable «P.R D.D.», adopté par un arrêté du

Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 12 07 2018 ;

Considérant que le PAD indique les grands principes d'aménagement, entre autres, le programme des affectations, la structuration des voiries, des espaces publics et du paysage, les caractéristiques des constructions, la protection du patrimoine, la mobilité et le stationnement ,

Attendu que le présent projet de plan d'aménagement directeur porte sur le territoire comprenant la rue de la Loi et les dix îlots qui la longent des deux côtés entre l'avenue des Arts et la chaussée d'Etterbeek ;

Considérant que ce périmètre se situe exclusivement sur le territoire de la Ville de Bruxelles, au sein du Quartier Européen ,

Considérant que le périmètre de la rue de la Loi constitue une zone d'enjeu régional ,

Considérant que le PAD-Loi se découpe en trois éléments centraux, un volet informatif, un volet stratégique et un volet réglementaire ;

Considérant que les prescriptions particulières applicables pour les grandes zones de projet, dont la taille minimale est précisée par îlot, prévoient des caractéristiques très précises pour les constructions *mais manquent de précisions concernant la zone de voirie non-constructible* ;

Considérant que le présent projet de PAD vise les 4 ambitions suivantes ;

- créer un quartier urbain animé ,
- confirmer l'Europe comme pôle d'attractivité d'envergure ;
- agir sur les aspects environnementaux ;
- cadrer la transition vers une ville durable ,

Considérant que la réorientation des politiques régionales en matière de mobilité vise une évolution de ce modèle vers un système multimodal ;

Considérant que le P.R.D.D aborde le sujet de mobilité et renseigne différents outils afin de réduire la pression routière, le plan propose entre autres des alternatives à la voiture individuelle et favoriser le report modal, la construction de parking hors voiries, etc. ,

Considérant que le PAD s'aligne avec le P R D.D. en ce qui concerne la mobilité ;

Considérant que les volets abordant les aspects environnementaux du PAD prévoient d'apporter des solutions structurelles aux différents enjeux environnementaux, entre autres en matière de mobilité ;

Considérant que le périmètre restreint du PAD ne permet pas de mesurer l'impact des réaménagements proposés en dehors dudit périmètre ;

Considérant que la requalification de l'axe est-ouest aborde l'évolution prévue de la rue de la Loi en ce qui concerne la mobilité ;

Considérant que l'axe porte un rôle stratégique dans le contexte régional, et que les conditions pour le réaménagement de la rue de la Loi doivent être envisagés à une échelle supra-locale telle que relevé par le RIE ;

Considérant que le RIE n'aborde pas les conséquences d'une réduction de l'espace voirie alloué aux véhicules motorisés sur la rue de la Loi et les nuisances que cela occasionnera au niveau de Square Marechal Montgomery et sur l'avenue de Tervueren déjà embouteillé lors des heures de pointes ;

Considérant que la réduction de la partie carrossable destinée aux véhicules motorisés sur la rue de la Loi engendrera un effet goulot en amont de la rue de la Loi ,

Considérant que l'avenue de Tervueren est une voirie régionale et un axe de transit important entre la région flamande et le centre-ville ;

Considérant que le rondpoint Montgomery est un point multimodal important qui est à développer tel que mentionné dans l'avis portant sur le P R D D. approuvé par le Conseil communal du 21.02.2017 ,

Considérant que le projet PAD-Loi aura un impact important sur le trafic automobile à hauteur du rond-point ;

Considérant que ni le volet stratégique, ni le volet réglementaire ne permet de mesurer l'ampleur de la réduction de l'espace alloué aux véhicules ,

Considérant que les prescriptions relatives aux voiries publiques prévoient d'optimiser les conditions de circulations pour les modes actifs, en particulier sur la rue de la Loi et que la partie carrossable des voiries sera limité au minimum nécessaire ;

Considérant que l'avenue de Tervueren depuis le Ring est une porte d'entrée de la région Bruxelloise et qu'une circulation importante y est déjà observée particulièrement en heure de pointe ou des files sont observées jusqu'à hauteur du parc de la Woluwe ,

Considérant que dans le cadre du plan Régional Good move proposé par Bruxelles Mobilité, aucun aménagement spécifique n'est prévu pour l'avenue de Tervueren ,

Considérant qu'il n'existe pas à ce stade d'incidences des modifications projetées par rapport à l'avenue de Tervueren et le rond-point Montgomery ;

Considérant qu'une réduction de la circulation automobile bien en amont de la rue de la loi et une clarification du timing de ce projet par rapport aux autres mesures en mobilité est primordiale ,

Considérant que, comme précisé dans le RIE, il est important que la réduction du nombre de bandes voitures sur la rue de la Loi soit précédée par des mesures de développement significatif des transports en commun (amélioration du service ferroviaire, des Park+Ride, un réseau de métro/trams/bus efficace, etc) et du vélo (finalisation de l'itinéraire cyclable sur l'ensemble de l'avenue) afin d'éviter de créer un goulot d'étranglement à Schuman et à l'entrée de la rue de la Loi ;

Considérant l'avis portant sur le P.R.D.D. approuvé par le Conseil communal du 21.02.2017, entre autres : le P.R.D.D. présente une vision d'ensemble relativement généraliste et sans valeur réglementaire, tout l'enjeu étant maintenant de traduire ces stratégies dans des plans, outils et règlements à caractère plus opérationnels. La Commune de Woluwe-Saint-Pierre est demandeuse d'une évolution suivie de ces législations afin de donner une légitimité aux différentes options et obligations qu'elle imposerait dans le cadre de ses attributions ,

Considérant qu'à l'exception d'une note en bas de page (p 43), le projet de PAD ne dit pas grand-chose sur la réduction des bandes de circulation et de son articulation avec les autres projets de mobilité à Bruxelles. A la fois l'E40/l'avenue de Kortenberg (3 bandes) et le tunnel (3 bandes) de l'avenue de Tervueren/chaussée d'Auderghem alimentent actuellement la circulation automobile sur la rue de la Loi, ce qui n'est pas négligeable ;

Considérant que cet axe reste un axe Voiture PLUS, donc important pour la circulation de transit ;

Considérant que les trottoirs de la rue de la Loi devraient présenter une largeur de 2,00 m au grand minimum : le projet ne définit pas la largeur minimale des trottoirs ;

Considérant qu'une largeur de 2,00 m, sans obstacles est le minimum afin de permettre une bonne circulation piétonne sur cet axe très fréquenté ;

Considérant qu'il y a lieu de séparer très clairement les cyclistes et les piétons ,

Considérant que la perspective vers le monument du "Cinquanteaire", perspective qui fait partie intégrante de ce patrimoine architectural, doit être prise en compte et préservée, qu'il est regrettable qu'elle ait déjà été entravée par la construction récente d'un bâtiment-tour, et qu'il serait inopportun d'aggraver cette situation par la construction d'autres bâtiments hauts voire d'une tour ;

DECIDE d'émettre un avis DEFAVORABLE.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants 31 votes positifs.

GR - Stedenbouw - Ontwerp van RPA-Wet 2019 - Advies van de Gemeente Sint-Pieters-Woluwe

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen ,

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (B.W.R.O.), inzonderheid op de artikels 30/1 tot 30/11 ingevoegd door de ordonnantie van 30.11.2017 tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en de ordonnantie van 05.06.1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen ,

Gelet op het regeringsbesluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21.11.2006 tot vastlegging van titels I tot VIII van de gewestelijke stedenbouwkundige verordening die van kracht is op het volledige grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 03.05.2001 tot goedkeuring van het gewestelijk bestemmingsplan ;

Gelet op het Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling "G.P.D.O." goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12.07.2018 ,

Overwegende dat het RPA de belangrijkste principes van aanleg aangeeft, met inbegrip van, onder andere, de geplande bestemmingen, de structurering van wegen, openbare ruimten en landschappen, de kenmerken van gebouwen, de bescherming van het erfgoed, de mobiliteit en het parkeren ;

Overwegende dat dit ontwerp van richtplan van aanleg betrekking heeft op het grondgebied dat omvat de Wetstraat en de tien eilandjes die erlangs lopen aan weerszijden tussen de Kunstlaan en de Etterbeeksesteenweg ;

Overwegende dat deze perimeter zich uitsluitend bevindt op het grondgebied van de stad Brussel, binnen de Europese wijk ;

Overwegende dat de perimeter van de Wetstraat een regionaal probleemgebied is ;

Overwegende dat het RPA-Wet onderverdeeld is in drie centrale elementen, een informatief luik, een strategisch luik en een regelgevend luik ;

Overwegende dat de speciale voorschriften die van toepassing zijn op grote projectgebieden, waarvan de minimumafmetingen per eilandje worden gespecificeerd, voorzien in zeer precieze kenmerken voor de bouwwerkzaamheden, *maar vertonen een gebrek aan details met betrekking tot het niet-construeerbare wegooppervlakte* ;

Overwegende dat het huidige ontwerp van RPA de volgende vier ambities beoogt ,

- een levendige stadswijk creëren ;
- Europa als belangrijk aantrekkingspunt te bevestigen ;
- handelen op het gebied van milieuaspecten ;
- de overgang naar een duurzame stad te kaderen ;

Overwegende dat de herorientatie van het regionale mobiliteitsbeleid gericht is op een evolutie van dit model naar een multimodaal systeem ,

Overwegende dat het G.P.D.O. het onderwerp mobiliteit behandelt en informatie geeft over verschillende instrumenten om de druk op de weg te verminderen, stelt het plan alternatieven voor de individuele wagen voor en bevordert het de modal shift, de aanleg van parkeerplaatsen buiten de openbare weg, enz ,

Overwegende dat het RPA afgestemd is op het G.P.D.O. met betrekking tot mobiliteit ;

Overwegende dat de onderdelen die betrekking hebben op de milieuaspecten van het RPA voorzien in structurele oplossingen voor de verschillende milieu-uitdagingen, waaronder mobiliteit ;

Overwegende dat het beperkte toepassingsgebied van het RPA het niet mogelijk maakt het effect van voorgestelde herinrichtingen buiten deze perimeter te meten ,

Overwegende dat de herkwalificatie van de oost-westas een antwoord biedt op de verwachte evolutie van de Wetstraat met betrekking tot de mobiliteit ,

Overwegende dat de as een strategische rol speelt in de regionale context en dat de voorwaarden voor de heraanleg van de Wetstraat op een supra-lokale schaal, zoals vastgesteld door het MER, moeten worden bekeken ;

Overwegende dat het MER geen rekening houdt met de gevolgen van een vermindering van de ruimte die aan de motorvoertuigen toegewezen is op de Wetstraat en de overlast die dit met zich meebrengt aan de Marechal Montgomery Square en aan de Tervurenlaan, waar er reeds files zijn tijdens de spitsuren ;

Overwegende dat de vermindering van het deel van de weg dat toegewezen is voor de motorvoertuigen op de Wetstraat een flessenhals zal vormen stroomopwaarts van de Wetstraat ;

Overwegende dat de Tervurenlaan een gewestelijke weg is en een belangrijke doorgangsweg tussen het Vlaamse Gewest en het stadscentrum ;

Overwegende dat de rotonde van Montgomery een belangrijk multimodaal punt is dat moet worden ontwikkeld, zoals vermeld in het advies over het G.P.D.O. dat op 21.02.2017 door de gemeenteraad is goedgekeurd ;

Overwegende dat het ontwerp van RPA-Wet een belangrijke impact zal hebben op het autoverkeer op de rotonde ;

Overwegende dat noch het strategische luik noch het regelgevende luik het mogelijk maken om de omvang van de vermindering van de aan voertuigen toegewezen ruimte te meten ;

Overwegende dat de voorschriften met betrekking tot de openbare weg voorzien in de optimalisering van de verkeersomstandigheden voor de actieve vervoerswijzen, met name op de Wetstraat en dat het verkeersgedeelte van de wegen tot het noodzakelijke minimum beperkt zal blijven ,

Overwegende dat de Tervurenlaan vanaf de Ring een toegangspoort vormt tot het Brusselse gewest en er al veel verkeer is, vooral in de spits, wanneer files tot aan het Woluwepark worden geobserveerd ;

Overwegende dat er in het kader van het gewestelijk Good Move-plan van Brussel Mobiliteit geen specifieke ontwikkeling gepland is voor de Tervurenlaan ;

Overwegende dat er in dit stadium van de voorgestelde wijzigingen geen gevolgen zijn voor de Tervurenlaan en de rotonde van Montgomery ;

Overwegende dat een vermindering van de ruimte dat toegewezen is aan het autoverkeer stroomopwaarts van de Wetstraat en een verduidelijking van de timing van dit project in vergelijking met andere mobiliteitsmaatregelen essentieel is ;

Overwegende dat, zoals in het MER is bepaald, het belangrijk is dat de vermindering van het aantal rijstroken voor de wagens in de Wetstraat wordt voorafgegaan door belangrijke maatregelen voor de ontwikkeling van het openbaar vervoer (verbetering van de spoorwegen, Park+Ride, een efficiënt metro/tram/busnetwerk, enz.) en de fiets (voltooiing van de fietsroute over de hele laan) om te vermijden dat er een knelpunt ontstaat in Schuman en aan de ingang van de Wetstraat ;

Overwegende het advies over het G.P.D.O., goedgekeurd door onder andere de Gemeenteraad op 21.02.2017 het G.P.D.O. biedt een relatief algemeen overzicht zonder regelgevende waarde, waarbij de uitdaging nu is om deze strategieën te vertalen in meer operationele plannen, instrumenten en regelgeving. De gemeente Sint-Pieters-Woluwe vraagt om een voortdurende evolutie van deze wetgevingen om de verschillende opties en verplichtingen die zij in het kader van haar bevoegdheden zou opleggen, te legitimeren ;

Overwegende dat, met uitzondering van een voetnoot (p. 43), het ontwerp van RPA weinig

zegt over de vermindering van het aantal rijstroken en de samenhang met andere mobiliteitsprojecten in Brussel. Zowel de E40/Kortenberglaan (3 rijstroken) als de tunnel (3 rijstroken) van de Tervurenlaan/Oudegemlaan momenteel autoverkeer genereren aan de Wetstraat, wat niet onbelangrijk is ;

Overwegende dat deze as een AUTO PLUS-as blijft, dus belangrijk voor het transitoverkeer ,

Overwegende dat de trottoirs aan de Wetstraat minstens 2,00 m breed moeten zijn het project definieert niet de minimumbreedte van de trottoirs ;

Overwegende dat een breedte van 2,00 m, zonder obstakels, het minimum is om goed voetgangersverkeer op deze zeer drukke weg mogelijk te maken ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om fietsers en voetgangers duidelijk van elkaar te scheiden ,

Overwegende dat het vooruitzicht van het "Jubelpark", dat integraal deel uitmaakt van dit architecturaal erfgoed, in aanmerking moet worden genomen en bewaard, dat het betreuwenswaardig is dat het al belemmerd is door de recente bouw van een toren en dat het ongepast zou zijn om deze situatie te verergeren door de bouw van andere hoge gebouwen of een toren ;

BESLUIT een ONGUNSTIG advies uit te brengen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers . 31 positieve stemmen

TIC - Informatique - ICT - Informatica

26 11 2019/A/0013 **CC - Matériel roulant et/ou d'exploitation - Troisième déclassement de matériels IT - Mise au rebut - Exercice 2019**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Considérant que tous les ordinateurs portables DELL 5530 et 5540 nécessitent des réparations importantes que leur vétusté, leur état général et leur usage ne justifient plus ;

DECIDE :

1. de déclasser tous les ordinateurs portables DELL 5530 et 5540 et de solder les éventuelles valeurs résiduelles patrimoniales ;
2. de mettre lesdits matériels au rebut.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants · 31 votes positifs.

GR - Rollend en/of exploitatiematerieel - Derde declassering van IT-materiaal - Afdanking - Dienstjaar 2019

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ,

Overwegende dat al de laptops DELL 5530 en 5540, aanzienlijke herstellingen vereisen die niet meer te rechtvaardigen zijn vanwege hun ouderdom, hun algemene staat en hun gebruik ,

BESLUIT

1. al de laptops DELL 5530 en 5540 te declasseren en de eventuele patrimoniale restwaarden te verkopen ;
2. dit materiaal af te danken.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers . 31 positieve stemmen.

Service juridique - Juridische dienst

26.11.2019/A/0014 **CC - Propriétés communales - Parcelles de terrain situées à l'arrière des immeubles sis 16, 22 et 24, clos des Chasseurs faisant partie du domaine public - Vente - Désaffectation du domaine public - Prix, conditions et affectation du produit de la vente - Approbation**

Le point est reporté.

GR - Gemeentelijke eigendommen - Grondpercelen gelegen achter de gebouwen gelegen te 16, 22 en 24, Jagersgaarde die deel uitmaken van het publieke domein - Verkoop - Bestemmingsonttrekking van het publieke domein - Prijs, voorwaarden en toekenning van de opbrengst van de verkoop - Goedkeuring

Het punt wordt verdaagd.

Secrétariat - Secretariaat

26.11.2019/A/0015 **CC - Marchés de travaux, de fournitures et de services - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Prise de connaissance de délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins - Financement - Exercice 2019**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 234 § 3, tel que modifié par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14.06.2018, paru au Moniteur belge le 25.06.2018 ;

Vu l'obligation pour le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre au Conseil communal pour information ses délibérations prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 144 000,00 EUR ;

PREND CONNAISSANCE des délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins, dont liste établie en annexe, prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 144.000,00 EUR ;

DECIDE de financer les dépenses relatives auxdits marchés soit au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires, soit au moyen d'emprunts à conclure auprès d'un organisme financier, soit au moyen de subsides à percevoir du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ou autres autorités subsidiaires.

Le Conseil prend connaissance et approuve à l'unanimité le projet de délibération
31 votants : 31 votes positifs.

GR - Opdrachten van werken, leveringen en diensten - Toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Kennisneming van beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen - Financiering - Dienstjaar 2019

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door de federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 234 § 3, zoals gewijzigd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14.06.2018, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 25.06.2018 ;

Gelet op de verplichting voor het College van Burgemeester en Schepenen zijn beraadslagingen ter informatie aan de Gemeenteraad voor te leggen, beraadslagingen genomen in toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten waarvan de raming, B T W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 144.000,00 EUR ;

NEEMT KENNIS van de beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen, waarvan lijst in bijlage, genomen in toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten, waarvan de raming, B T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 144.000,00 EUR ,

BESLUIT de uitgaven van de desbetreffende opdrachten te financieren hetzij door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen, hetzij door middel van leningen aan te gaan bij een financiële instelling, hetzij door middel van subsidies te verkrijgen bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of andere subsidiërende overheden.

De Raad neemt kennis en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen

Logement - Huisvesting

26 11.2019/A/0016 **CC - Logement - Règlement d'attribution des logements communaux - Modification - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu le Code Bruxellois du Logement adopté le 17.07.2003 et l'ordonnance du 11.07.2013 le modifiant ,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27.06.2014 relatif aux règles applicables aux logements mis en location par des opérateurs immobiliers publics et par les agences immobilières sociales ;

Vu que l'arrêté précité prévoit la création d'une commission indépendante qui peut être commune à la commune et au C P A.S. chargée d'émettre un avis sur l'attribution des logements appartenant à la Commune et au C.P.A S. ;

Vu la modification du règlement d'attribution des logements communaux approuvée par le Conseil communal en date du 30.09.2014 ;

Vu la délibération du 30.09.2014 du Conseil communal décidant de fixer la composition

de la commission d'attribution, de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de désigner les personnes qui y siègeront et d'adopter le règlement d'ordre intérieur de ladite commission ,

Vu l'annulation de l'arrêté du 27 06 2014 précité par le Conseil d'Etat en 2016, au motif que l'acte a été adopté à une date à laquelle le gouvernement démissionnaire était tenu de limiter son action à l'expédition des affaires courantes ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21.12 2017 relatif aux règles applicables aux logements mis en location par des opérateurs immobiliers publics et par les agences immobilières sociales remplaçant l'arrêté du 27.06 2014 annulé ,

Considérant que l'arrêté du 21.12 2017 prévoit que pour chaque catégorie d'opérateurs immobiliers publics, le règlement d'attribution des logements doit être conforme aux modèles de règlement type, lesquels contiennent des dispositions obligatoires qui découlent directement des dispositions du Code du logement mais également des dispositions facultatives ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19.01.2017 relatif à la Politique de la Ville ,

Considérant qu'il convient d'adapter notre règlement d'attribution des logements communaux afin qu'il soit conforme à la législation en vigueur ,

DECIDE d'adopter le règlement d'attribution des logements communaux ci-annexé.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

GR - Huisvesting - Toewijzingsreglement van gemeentewoningen - Wijziging - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de Brusselse Huisvestingscode die op 17.07.2003 werd aangenomen en de ordonnantie van 11.07.2013 tot wijziging ervan ;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 06.2014 houdende de regels die van toepassing zijn op de woningen die door openbare vastgoedoperatoren en door sociale verhuurkantoren te huur worden gesteld ;

Gelet op het feit dat bovengenoemd besluit voorziet in de oprichting van een onafhankelijke commissie die gemeenschappelijk kan zijn voor de gemeente en het O.C.M.W., belast met het uitbrengen van een advies over de toewijzing van de woningen van de gemeente en het O.C.M.W. ;

Gelet op de door de Gemeenteraad goedgekeurde wijziging van het toewijzingsreglement van gemeentelijke woningen op 30.09 2014 ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 30.09 2014 om de samenstelling van de toewijzingscommissie te bepalen, het College van Burgemeester en Schepenen op te dragen om de personen aan te wijzen die in de toewijzingscommissie zullen zetelen en om het reglement van interne orde van deze commissie aan te nemen ;

Gelet op de metingverklaring van bovengenoemd besluit van 27.06 2014 door de Raad van State in 2016, op grond van het feit dat het besluit werd aangenomen op een datum waarop de aftredende regering verplicht was haar optreden te beperken tot de lopende zaken ;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21.12.2017 houdende de regels die van toepassing zijn op de woningen die door openbare vastgoedoperatoren en door sociale verhuurkantoren te huur worden gesteld ter vervanging van het ingetrokken besluit van 27.06.2014 ,

Overwegende dat het besluit van 21.12 2017 bepaalt dat voor elke categorie van openbare vastgoedoperatoren het toewijzingsreglement van woningen moet voldoen aan het

modelreglement, die dwingende bepalingen bevat die rechtstreeks voortvloeien uit de bepalingen van de Huisvestingscode maar ook facultatieve bepalingen ,
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19.01 2017 betreffende het Stadsbeleid ,
Overwegende dat het noodzakelijk is om ons toewijzingsreglement van gemeentewoningen aan te passen om dit in overeenstemming te brengen met de geldende wetgeving ,
BESLUIT het bijgevoegde toewijzingsreglement van gemeentewoningen goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Budget Comptabilité - Begroting Boekhouding

26.11.2019/A/0017 **CC - A.S.B.L. CAP FAMILLE - Exercice d'activité 2018 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06 1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 31.01.2019 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2019 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A S.B.L. CAP FAMILLE ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29.12 2016 désignant la S.P.R.L. BST C/o M Olivier VERTESEN, rue Gachard 88/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2017, 2018 et 2019 ;

Vu le rapport établi en date du 12 08 2018 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31.12.2018 donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A S B.L. à cette date ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. CAP FAMILLE pour l'exercice d'activité 2018 ,

Considérant que les activités de ladite A S B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A S B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14 11 1983 ,
PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2018 de l'A.S B L. CAP FAMILLE .

1. compte d'exploitation générale 2018 :

charges :	255.762,29 EUR
produits :	265.823,52 EUR
résultat positif :	10.061,23 EUR
2. bilan 2018 :

actif-passif .	156.805,72 EUR
----------------	----------------

Le Conseil prend acte.

GR - V.Z.W. "CAP FAMILLE" - Dienstjaar 2018 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24 789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geeïst op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W. 's en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 01.2019 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2019 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. "CAP FAMILLE" ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 12 2016 die de B.V.B.A BST C/o Dhr Olivier VERTESEN, Gachardstraat 88/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2017, 2018 en 2019 ;

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 12.08.2019 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de rekeningen afgesloten op 31.12.2018 een getrouw beeld geeft van het patrimonium, van de financiële toestand en van het resultaat van de activiteiten van voornoemde V.Z.W. op deze datum ;

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ,

Gelet op de door de V.Z.W "CAP FAMILLE" voor het dienstjaar 2018 ingediende

boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V Z W. in de loop van het in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als conform met de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14 11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2018 van de V Z.W. "CAP FAMILLE" .

1. algemene exploitatierekening 2018 :	
lasten :	255.762,29 EUR
opbrengsten :	265.823,52 EUR
batig resultaat :	10.061,23 EUR
2. balans 2018 :	
actief-passief :	156.805,72 EUR

De Raad neemt akte.

26.11.2019/A/0018 **CC - A.S.B.L. SOLEIL DES TOUJOURS JEUNES - Exercice d'activité 2018 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ,

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ,

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1 239,47 EUR et 24 789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09 06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A S B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 31.01 2019 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2018 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. SOLEIL DES TOUJOURS JEUNES ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29 12.2016 désignant la S.P.R.L. BST C/o M. Olivier VERTESSSEN, rue Gachard 88/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2017, 2018 et 2019 ,

Vu le rapport établi en date du 21 06.2019 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31 12 2018 donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A.S.B.L à cette date ,

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif

au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A S.B.L SOLEIL DES TOUJOURS JEUNES pour l'exercice d'activité 2018 ;

Considérant que les activités de ladite A S B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14 11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2018 de l'A S.B.L. SOLEIL DES TOUJOURS JEUNES :

1. compte d'exploitation générale 2018 :

charges :	282.507,35 EUR
produits :	283.001,35 EUR
résultat positif :	494,00 EUR

2. bilan 2018 :

actif-passif :	99 042,41 EUR
----------------	---------------

Le Conseil prend acte.

GR - V.Z.W. ZON DER IMMER JONGEN - Dienstjaar 2018 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1 239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geeist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W 's en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 31.01.2019 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2018 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. ZON DER IMMER JONGEN ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 12.2016 die de B.V.B A. BST C/o Dhr Olivier VERTESEN, Gachardstraat 88/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2017, 2018 en 2019 ;

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 21 06 2019 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de rekeningen afgesloten op 31 12.2018 een getrouw beeld geeft van het patrimonium, van de financiële toestand en van het resultaat van de activiteiten van voornoemde V Z W op deze datum ,

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de door de V.Z.W ZON DER IMMER JONGEN voor het dienstjaar 2018 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V Z W. in de loop van het in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z W en de aanwending ervan door deze V Z W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ,

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2018 van de V.Z W. ZON DER IMMER JONGEN :

1. algemene exploitatierekening 2018 :

lasten :	282.507,35 EUR
opbrengsten :	283.001,35 EUR
batig resultaat :	494,00 EUR

2. balans 2018 :

actief-passief .	99.042,41 EUR
------------------	---------------

De Raad neemt akte.

26.11.2019/A/0019 **CC - Association de fait CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DES AINES DE WOLUWE-SAINT-PIERRE - Exercice d'activité 2017 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11 1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1 239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06 1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'Association de fait CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DES AINES DE WOLUWE-SAINT-PIERRE pour l'exercice d'activité 2017 ,

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite Association de

fait ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ,
PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2017 de l'Association de fait CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DES AINES DE WOLUWE-SAINT-PIERRE :

1. compte d'exploitation générale 2017 :	
charges :	14.428,84 EUR
produits :	10.330,00 EUR
résultat négatif .	-4.098,84 EUR
2. bilan 2017 :	
actif-passif :	13.041,04 EUR

Le Conseil prend acte

GR - Feitelijke vereniging "CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DES AINES DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" - Dienstjaar 2017 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geeist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W 's en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de door de feitelijke vereniging "CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DES AINES DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" voor het dienstjaar 2017 ingediende boekhoudkundige stukken ,

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde feitelijke vereniging en de aanwending ervan door deze feitelijke vereniging evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14 11 1983 ,

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2017 van de feitelijke vereniging "CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DES AINES DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" :

1. algemene exploitatierekening 2017 .	
lasten :	14.428,84 EUR
opbrengsten :	10.330,00 EUR
nadelig resultaat :	-4.098,84 EUR

2. balans 2017 :	
actief-passief :	13.041,04 EUR

De Raad neemt akte

26 11 2019/A/0020 **CC - Association de fait CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DES AINES DE WOLUWE-SAINT-PIERRE - Exercice d'activité 2018 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ,

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1 239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09 06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'Association de fait CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DES AINES DE WOLUWE-SAINT-PIERRE pour l'exercice d'activité 2018 ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite Association de fait ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2018 de l'Association de fait CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DES AINES DE WOLUWE-SAINT-PIERRE :

1. compte d'exploitation générale 2018 ·	
charges :	2.516,95 EUR
produits :	252,00 EUR
résultat négatif :	-2.264,95 EUR
2. bilan 2018 :	
actif-passif :	8.995,75 EUR

Le Conseil prend acte.

GR - Feitelijke vereniging "CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DES AINES DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" - Dienstjaar 2018 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14 11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van

artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ,

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de door de feitelijke vereniging "CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DES AINES DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" voor het dienstjaar 2018 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde feitelijke vereniging en de aanwending ervan door deze feitelijke vereniging evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2018 van de feitelijke vereniging "CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DES AINES DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" :

1. algemene exploitatierekening 2018 :	
lasten :	2.516,95 EUR
opbrengsten :	252,00 EUR
nadelig resultaat :	-2.264,95 EUR
2. balans 2018 :	
actief-passief :	8.995,75 EUR

De Raad neemt akte.

26.11.2019/A/0021 **CC - Fabrique de l'Eglise Anglicane Unifiée Holy Trinity - Budget de l'exercice 2020**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30.12.1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ,

Vu la loi du 04 03 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par la loi du 10 03 1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 07 2002 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 255 et 256 ;

Considérant que l'administration communale d'Ixelles fait parvenir pour avis le budget de l'exercice 2020 de la Fabrique de l'Eglise Anglicane Unifiée Holy Trinity, arrêté par le Conseil de Fabrique en date du 01.07.2019 ,

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend également sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ,

Considérant que le budget de l'exercice 2020 de la Fabrique de l'Eglise Anglicane Unifiée

du 10.03 1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ,

Vu la loi du 04.03 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par la loi du 10 03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07 2002 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 255 et 256 ;

Vu le budget de l'exercice 2020 de la Fabrique de l'Eglise Sainte-Alix , arrêté par le Conseil de Fabrique ;

Considérant que le budget de l'exercice 2020 de la Fabrique de l'Eglise Sainte-Alix est présenté en équilibre, sans intervention financière de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

DECIDE d'émettre un avis favorable quant à l'approbation du budget de l'exercice 2020 de la Fabrique de l'Eglise Sainte-Alix dont la balance se présente comme suit :

<u>RECETTES</u> :	ordinaires	80.664,71 EUR	
	extraordinaires	<u>49.635,15 EUR</u>	<u>130.299,86 EUR</u>
<u>DEPENSES</u> :	ordinaires	62.299,86 EUR	
	extraordinaires	<u>68.000,00 EUR</u>	<u>130.299,86 EUR</u>
<u>SOLDE</u> :			0,00 EUR

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

GR - Kerkfabriek Sint-Aleidis - Begroting van het dienstjaar 2020

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30.12.1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de wet van 04.03.1870 op het tijdelijke van de erediensten, gewijzigd door de wet van 10 03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 255 en 256 ;

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2020 van de Kerkfabriek Sint-Aleidis, door de Kerkrad vastgesteld ;

Overwegende dat de begroting van het dienstjaar 2020 van de Kerkfabriek Sint-Aleidis in evenwicht voorgesteld wordt, zonder geldelijke tussenkomst van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

BESLUIT een gunstig advies uit te brengen over de goedkeuring van de begroting van het dienstjaar 2020 van de Kerkfabriek Sint-Aleidis die als volgt voorgesteld wordt :

<u>ONTVANGSTEN</u> :	gewone	80.664,71 EUR	
	buitengewone	<u>49.635,15 EUR</u>	<u>130.299,86 EUR</u>
<u>UITGAVEN</u> :	gewone	62.299,86 EUR	
	buitengewone	<u>68.000,00 EUR</u>	<u>130.299,86 EUR</u>
<u>SALDO</u> :			0,00 EUR

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen

extraordinaire de l'exercice 2018 - Consultation du marché - Règlement de consultation - Précisions complémentaires

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 30.04.2019 fixant les conditions du règlement de consultation du marché emprunt destiné au financement partiel du programme extraordinaire de l'exercice 2018 ,

Vu la lettre de la tutelle du 07.06.2019 qui nous informe que la délibération susmentionnée est exécutoire par expiration des délais ;

Considérant que le montant présumé des emprunts inscrits dans le budget 2018 est de 2.336.000,00 EUR et non de 2.236 000,00 EUR comme mentionné dans la délibération ;

Considérant que cette erreur de frappe n'a pas affecté les autres documents du marché ,

Vu les candidatures de la S.A BELFIUS Banque, de la S.A BNP PARIBAS FORTIS, de la S.A. ING Belgique ;

Considérant que ces trois organismes financiers sont reconnus par la Banque Nationale, conformément aux dispositions de la loi du 25.04.2014 sur le statut et le contrôle des institutions de crédits (liste FSMA) et que les candidatures sont conformes avec sa délibération du 30.04.2019 ;

DECIDE :

- 1 d'adapter le montant présumé des emprunts de l'exercice 2018 mentionné dans sa délibération du 30.04.2018 à la somme de 2.336.000,00 EUR, telle que prévue dans le budget extraordinaire de l'exercice 2018 ,
- 2 de confirmer la candidature des organismes financiers suivants :

- S.A BELFIUS Banque, place Charles Rogier 11, 1210 Bruxelles, B.C.E 0403.201.185 ;
- S.A. BNP PARIBAS FORTIS, montagne du Parc 3, 1000 Bruxelles, B.C.E. 0403.199.702 ;
- S.A ING Belgique, avenue Marnix 24, 1000 Bruxelles, B.C.E 0403.200.393

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs

GR - Gemeenteschuld - Leningen met het oog op de gedeeltelijke financiering van het buitengewone programma van het dienstjaar 2018 - Markt consultatie - Consultatiereglement - bijkomende voorstelling

DE RAAD,

Gelet op haar beraadslaging 30.04.2019 met betrekking tot de voorwaarden van het marktconsultatiereglement betreffende de afsluiting van leningen voor de gedeeltelijke financiering van het buitengewone programma van het dienstjaar 2018 ,

Gelet op de brief d.d. 07.06.2019 van de toezicht die ons leert dat bovenvermelde beraadslaging uitvoerbaar is bij het verstrijken van de wettelijke termijn ;

Overwegende dat het vermoedelijk bedrag van de leningen ingeschreven in de begroting van het jaar 2018 bedraagt 2.336.000,00 EUR en niet 2.236.000,00 EUR zoals vermeld in de beraadslaging ,

Overwegende dat deze fout van typografie geen invloed heeft op de andere documenten van de marktconsultatie ;

Gelet op de kandidaturen van de N V BELFIUS Bank, de N V BNP PARIBAS FORTIS, de N.V ING België ;

Overwegende dat de drie financiële instellingen erkend zijn door de Nationale Bank, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 25.04 2014 op het statuut en het toezicht op de kredietinstellingen (Zie FSMA-Lijst) , en dat de kandidaturen conform zijn met haar beraadslaging d d 30.04.2019 ;

BESLUIT .

1. het vermoedelijk bedrag van de leningen van het dienstjaar 2018, vermeld in haar beraadslaging d.d. 30.04.2019, aanpassen op het bedrag van 2.336.000,00 EUR, zoals ingeschreven in de buitengewone begroting van het diensjaar 2018 ;
2. de kandidaturen van de hieronder financiële instellingen te bevestigen

- N.V. BELFIUS Bank, Charles Rogierplaats 11, 1210 Brussel, K.B O. 0403.201.185 ;
- N.V. BNP PARIBAS FORTIS, Warandeborg 3, 1000 Brussel, K.B O. 0403.199.702 ;
- N.V. ING België, Marnixlaan 24, 1000 Brussel, K.B.O 0403 200.393.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers . 31 positieve stemmen.

Enseignement francophone - Enseignement néerlandophone - Franstalig onderwijs - Nederlandstalig onderwijs

26.11.2019/A/0024 GR - Nederlandstalig basisonderwijs - Scholen van Stokkel en Mooi-Bos - Vacantverklaring van betrekkingen bij vaste benoemingen in een wervingsambt

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 27.03.1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding, met name artikel 23bis, artikel 31, artikel 33 § 1 en § 2 en artikel 35 ;

Overwegende dat de personeelsleden hun kandidatuur kunnen stellen voor een aanstelling van doorlopende duur bij hun betrokken inrichtende macht en/of bij een andere inrichtende macht, behorende beide tot dezelfde scholengemeenschap ;

Overwegende dat het Nederlandstalig basisonderwijs van de Gemeente Sint-Pieters-Woluwe sedert 2003 tot de scholengemeenschap "Groot-Bos-aan-Zee" behoort ;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst leerplichtonderwijs CAO IX van 10.12.2010, met name punt 4-1 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 145 ,

BESLUIT .

1. de volgende betrekkingen op 15.10 2019 vacant te verklaren in het Nederlandstalig basisonderwijs vatbaar voor een vaste benoeming op 01.01.2020 :

1. GBS Stokkel

<u>Code vacature</u>	<u>Ambt</u>	<u>Volume</u>
2019/BAO/ST/01	Onderwijzer	03,00/24,00 tijd

2019/BAO/ST/02	Kleuteronderwijzer	06,00/24,00 tijd
2019/BAO/ST/04	Leermeester lichamelijke opvoeding	04,00/24,00 tijd
2019/BAO/ST/05	Leermeester niet-confessionele zedenleer	06,00/24,00 tijd
2019/BAO/ST/11	Administratieve medewerker (HSO)	09,00/36,00 tijd
2019/BAO/ST/13	Zorgcoördinator (HOKT)	01,00/36,00 tijd

2. GBS Mooi-Bos

<u>Code vacature</u>	<u>Ambt</u>	<u>Volume</u>
2019/BAO/MB/01 A	Onderwijzer	24,00/24,00 tijd
2019/BAO/MB/01 B	Onderwijzer	07,00/24,00 tijd
2019/BAO/MB/02	Kleuteronderwijzer	04,00/24,00 tijd
2019/BAO/MB/03	Kinderverzorger	09,00/32,00 tijd
2019/BAO/MB/05	Leermeester niet-confessionele zedenleer	02,00/24,00 tijd
2019/BAO/MB/06	Leermeester rooms-katholieke godsdienst	04,00/24,00 tijd
2019/BAO/MB/10	Leermeester islamitische godsdienst	04,00/24,00 tijd
2019/BAO/MB/15	Administratief medewerker (HOKT)	07,00/36,00 tijd
2019/BAO/MB/18	Onderwijzer Anderstalige nieuwkomer	02,00/24,00 tijd

2. deze vacante betrekkingen individueel mede te delen aan het belanghebbend onderwijzend personeel, zodat het zijn kandidatuur kan stellen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Brede school - Brede school

26.11.2019/A/0025 **CC - Brede School - Plan d'action 2019-2020 - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.10.2012 portant désignation de Mme Aisling van VLIET pour exercer la fonction de coordinatrice Brede School ,

Vu la convention entre la Commission Communautaire flamande et la Commune de Woluwe-Saint-Pierre concernant la Brede School conclue pour les années scolaires 2015-2020 et plus précisément l'article 6 de la Convention Brede School Brussel 2015-2020 entre la Commission communautaire flamande et la Commune de Woluwe-Saint-Pierre concernant la subvention de la VGC ,

Vu la mission et la vision, ainsi que les objectifs stratégiques et opérationnels, de la Brede School d'offrir aux tout-petits jusqu'à l'âge adulte des possibilités de développement maximales en matière de culture, de langue, de sport et de liens intergénérationnels en vue de la participation, du bien-être, de la préparation à l'avenir et du développement des talents ,

PREND ACTE du plan d'action pour l'année scolaire 2019-2020 concernant le service communal Brede School de la commune de Woluwe-Saint-Pierre

Le Conseil prend acte

GR - Brede School - Actieplan 2019-2020 - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 10 2012 houdende aanstelling van Mevr. Aisling van VLIET om de functie van Brede Schoolcoördinator uit te oefenen ;

Gelet op de overeenkomst tussen de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de Gemeente Sint-Pieters-Woluwe met betrekking tot de Brede School afgesloten voor de schooljaren 2015-2020 en meer bepaald artikel 6 van het Convenant Brede School Brussel 2015-2020 Brede School Sint-Pieters-Woluwe tussen de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe met betrekking tot de subsidie van de VGC ;

Gelet op de missie en de visie, evenals de strategische en operationele doelstellingen, van de Brede School om peuters tot en met jongvolwassenen maximale ontwikkelingskansen te bieden specifiek rond cultuur, taal, sport en intergenerationele banden met oog voor participatie, welbevinden, voorbereiding op de toekomst en talentontwikkeling ;

NEEMT AKTE van het actieplan voor het schooljaar 2019-2020 met betrekking tot de gemeentelijke dienst Brede School van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe.

De Raad neemt akte

Culture néerlandophone - Nederlandstalige cultuur

26.11.2019/A/0026 **CC - Culture - Politique Culturelle Locale Néerlandophone - Nouveau règlement, nouvelle composition et réinstallation du Conseil consultatif communal de la Culture néerlandophone - Prise d'acte et approbation**

LE CONSEIL,

Vu le décret du Parlement flamand du 13.07.2001 relatif à la stimulation d'une politique culturelle néerlandophone qualitative et intégralement locale applicable à la Communauté flamande, aux communes flamandes et aux communes de la Région bruxelloise ,

Vu la délibération du Conseil communal du 19.12.2001 approuvant la déclaration d'intention officielle d'opérer conformément au décret du Parlement flamand du 13.07.2001

,

Vu le décret relatif à la politique culturelle locale du 06.07.2012 ;

Vu la réunion du Conseil consultatif communal de la Culture néerlandophone du 13.11.2019 au cours de laquelle la composition du Conseil consultatif communal de la Culture néerlandophone a été renouvelée et ce Conseil consultatif a été réinstallé ,

Considérant qu'au cours de la même réunion, un règlement de fonctionnement renouvelé a été approuvé pour le Conseil consultatif communal de la Culture néerlandophone ,

PREND ACTE du nouveau règlement du Conseil consultatif communal de la Culture néerlandophone, de la composition renouvelée et de la réinstallation du Conseil consultatif

communal de la Culture néerlandophone dans le cadre de la stimulation d'une politique culturelle néerlandophone qualitative et intégralement locale ;
DECIDE d'approuver la composition renouvelée et la réinstallation de ce Conseil consultatif communal de la Culture néerlandophone

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération
31 votants : 31 votes positifs.

GR - Cultuur - Nederlandstalig Lokaal Cultuurbeleid - Vernieuwd reglement, nieuwe samenstelling en herinstallatie van de gemeentelijke Nederlandstalige Adviesraad voor Cultuur - Akteneming en goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op het decreet van het Vlaams Parlement van 13.07.2001 houdende het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal Nederlandstalig Cultuurbeleid van toepassing op de Vlaamse Gemeenschapscommissie, en de Vlaamse gemeenten en op de gemeenten van het Brusselse Gewest ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 19 12 2001 houdende de goedkeuring van de formele intentieverklaring om conform het decreet van het Vlaams parlement van 13.07.2001 te gaan werken ;

Gelet op het decreet betreffende het lokaal cultuurbeleid van 06.07.2012 ;

Gelet op de bijeenkomst van de Gemeentelijke Nederlandstalige Adviesraad Cultuur van 13.11.2019 waarbij de samenstelling van deze Gemeentelijke Nederlandstalige Adviesraad Cultuur werd vernieuwd en deze adviesraad opnieuw werd geïnstalleerd ,

Overwegende dat op diezelfde bijeenkomst een vernieuwd werkingsreglement werd goedgekeurd voor de Gemeentelijke Nederlandstalige Adviesraad Cultuur ;

NEEMT AKTE van het vernieuwde reglement van de Gemeentelijke Nederlandstalige Adviesraad Cultuur, de vernieuwde samenstelling en de herinstallatie van de Gemeentelijke Nederlandstalige Adviesraad Cultuur in het kader van het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal Nederlandstalig Cultuurbeleid ;

BESLUIT de vernieuwde samenstelling en de herinstallatie van deze Gemeentelijke Nederlandstalige Adviesraad Cultuur goed te keuren.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed
31 stemmers . 31 positieve stemmen.

26 11 2019/A/0027 **CC - Culture - Politique Culturelle Locale Néerlandophone - Plan pour une nouvelle politique culturelle néerlandophone 2020-2025 - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 06.07.2012 relatif à la Politique culturelle locale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand en exécution du décret du 06.07.2012 relatif à la Politique culturelle locale ,

Vu la délibération du Conseil communal du 26.11.2019 portant approbation du règlement renouvelé, de la composition renouvelée et de la réinstallation du Conseil consultatif communal de la culture néerlandophone (conseil culturel) ,

Vu le rapport du conseil d'administration de l'A.S.B L «GEMEENSCHAPSCENTRUM KONTAKT» du 08.10.2019 portant approbation du plan de politique culturelle 2020-2025 ;

Vu le rapport de la réunion de l'organe de gestion de la bibliothèque «De Lettetuin» du 06.11.2019 portant approbation du plan de politique culturelle 2020-2025 ;

Vu le rapport du conseil culturel du 13.11.2019 portant approbation du plan de politique culturelle 2020-2025 ;

Vu la note de politique générale du Collège des Bourgmestres et Echevins pour la législature 2019-2025 ,

DECIDE d'approuver le Plan de politique culturelle 2020-2025 de la commune de Woluwe-Saint-Pierre

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération

31 votants · 31 votes positifs

GR - Cultuur - Nederlandstalig Lokaal Cultuurbeleid - Lokaal Cultuurbeleidsplan 2020-2025 - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 06.07.2012 betreffende het Lokaal Cultuurbeleid ;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering tot uitvoering van het decreet van 06.07.2012 betreffende het Lokaal Cultuurbeleid ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26.11.2019 houdende goedkeuring van het vernieuwde reglement, de vernieuwde samenstelling en de herinstallatie van de Gemeentelijke Nederlandstalige Adviesraad Cultuur (Cultuurraad) ;

Gelet op het verslag van de raad van bestuur van de V.Z.W. GEMEENSCHAPSCENTRUM KONTAKT van 08.10.2019 houdende goedkeuring van het cultuurbeleidsplan 2020-2025 ;

Gelet op het verslag van de vergadering van het beheersorgaan van de bibliotheek De Lettertuin van 06.11.2019 houdende goedkeuring van het Cultuurbeleidsplan 2020-2025 ;

Gelet op het verslag van de vergadering van de Cultuurraad van 13.11.2019 houdende goedkeuring van het Cultuurbeleidsplan 2020-2025 ;

Gelet op de algemene beleidsnota van het College van Burgemeester en Schepenen voor de bestuursperiode 2019-2025 ;

BESLUIT het Cultuurbeleidsplan 2020-2025 van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen

26.11.2019/A/0028 **CC - Culture - Politique Culturelle Locale Néerlandophone - Répartition du subsidie en faveur d'associations socio-culturelles - Exercice 2019**

LE CONSEIL,

Considérant que les crédits nécessaires à l'attribution de subsides en faveur d'associations socio-culturelles sont inscrits à l'article de dépenses 7620/332-02 du service ordinaire du budget de l'exercice 2019 ;

Considérant que le Conseil communal doit préciser le nom des associations bénéficiaires desdits subsides ,

DECIDE de répartir comme suit un crédit de 2 500,00 EUR inscrit à l'article de dépenses 7620/332-02 du service ordinaire du budget de l'exercice 2019 .

- un crédit de 277,77 EUR en faveur de l'association de fait "ACADEMIEKOOR RE BECARRE", Kapellestraat 18, 3080 Tervuren ;
- un crédit de 277,77 EUR en faveur de l'association de fait "BIERGILDE HET LINDEKE", rue Saint-Lambert 95, 1200 Bruxelles ,

- un crédit de 277,77 EUR en faveur de l'association de fait "DAVIDSFONDS SINT-PIETERS-WOLUWE", Quinten Metsysplein 12, 3000 Leuven ,
- un crédit de 277,77 EUR en faveur de l'association de fait "FEMMA SINT-PIETER", petite rue de l'Eglise 18, 1150 Bruxelles ,
- un crédit de 277,77 EUR en faveur de l'association de fait "FRET EN VERZET", Stuyvenberg 17, 1150 Bruxelles ;
- un crédit de 277,77 EUR en faveur de l'association de fait "K.W.B. KELLE-MOOIBOS", drève des Brûlés 5, 1150 Bruxelles ;
- un crédit de 277,77 EUR en faveur de l'association de fait "WIJNRROUTE", avenue de l'Aviation 50/5, 1150 Bruxelles ,
- un crédit de 277,77 EUR en faveur de l'association de fait "WILLEMSFONDS WOLUWE", avenue Prekelinden 4, 1200 Bruxelles ;
- un crédit de 277,77 EUR en faveur de l'association de fait "WOLU-WANDELCLUB", avenue de l'Atlantique 91, 1150 Bruxelles.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs

GR - Cultuur - Nederlandstalig Lokaal Cultuurbeleid - Verdeling van de subsidie ten gunste van sociaal-culturele verenigingen - Dienstjaar 2019

DE RAAD,

Overwegende dat de nodige kredieten voor de toekenning van subsidies ten gunste van sociaal-culturele verenigingen ingeschreven zijn op het uitgavenartikel 7620/332-02 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 ;

Overwegende dat de Gemeenteraad de naam van de te subsidiëren verenigingen moet specificeren ;

BESLUIT een krediet van 2.500,00 EUR ingeschreven op het uitgavenartikel 7620/332-02 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 als volgt te verdelen :

- een krediet van 277,77 EUR ten gunste van de feitelijke vereniging ACADEMIEKOOR RE BECARRE, Kapellestraat 18, 3080 Tervuren ;
- een krediet van 277,77 EUR ten gunste van de feitelijke vereniging BIERGILDE HET LINDEKE, Sint-Lambertusstraat 95, 1200 Brussel ;
- een krediet van 277,77 EUR ten gunste van de feitelijke vereniging DAVIDSFONDS SINT-PIETERS-WOLUWE, Quinten Metsysplein 12, 3000 Leuven ;
- een krediet van 277,77 EUR ten gunste van de feitelijke vereniging FEMMA SINT-PIETER, Kleine Kerkstraat 18, 1150 Brussel ;
- een krediet van 277,77 EUR ten gunste van de feitelijke vereniging FRET EN VERZET, Stuyvenberg 17, 1150 Brussel ,
- een krediet van 277,77 EUR ten gunste van de feitelijke vereniging K W.B KELLE-MOOIBOS, Verbrandendreef 5, 1150 Brussel ,
- een krediet van 277,77 EUR ten gunste van de feitelijke vereniging WIJNRROUTE, Luchtvaartlaan 50/5, 1150 Brussel ,
- een krediet van 277,77 EUR ten gunste van de feitelijke vereniging WILLEMSFONDS WOLUWE, Prekelindenlaan 4, 1200 Brussel ,

- een krediet van 277,77 EUR ten gunste van de feitelijke vereniging WOLU-WANDELCLUB, Atlantische Oceaanaan 91, 1150 Brussel.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen

Secrétariat - Secretariaat

26.11.2019/A/0029 **CC - Interpellation - "Utilisation des produits désinfectants dans nos crèches" (M. Jonathan de PATOUL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Utilisation des produits désinfectants dans nos crèches"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Jonathan de PATOUL, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Jonathan de PATOUL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Le 11 novembre dernier nous apprenons par la presse que l'usine française, Anios, est à l'arrêt depuis la découverte de bactéries dans des désinfectants. Celle-ci a dû procéder à un rappel mondial de ses produits, très largement utilisés dans les blocs opératoires et pour désinfecter le matériel chirurgical. En Belgique aussi, ce type de désinfectants est largement employé dans les hôpitaux et il semblerait qu'il le soit aussi, à la demande de l'ONE, dans les crèches. L'Agence fédérale des médicaments bien que se voulant rassurante livre deux informations importantes à ce sujet : l'interdiction d'utiliser deux désinfectants de la marque Anios, et l'obligation de les mettre en quarantaine le temps que le fabricant vienne les rechercher.

L'interpellation comportera les questions suivantes :

Quels types de désinfectants sont utilisés dans nos crèches communales ?

Avez vous été mis au courant du problème soulevé par l'Agence fédérale des médicaments ?

Si les désinfectants incriminé dans cette affaire, Surfa'safe et Opastei Anios, sont habituellement utilisés, quelles mesures ont été prises ? Et de manière plus générale quelle est la politique suivie en terme d'utilisation de produit de nettoyage et désinfectant dans nos crèches communales ? Le personnel des crèches est il compétent dans ce domaine ?" ;

2. la réponse qui lui donnée par Mme Caroline LHOIR, échevin.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

26.11.2019/A/0030 **CC - Interpellation - "Cottage construit par J. Hendrickx" (Mme Alexia BERTRAND)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Cottage construit par J. Hendrickx"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Alexia BERTRAND, conseiller communal ;

ENTEND ·

- 1 l'interpellation de Mme Alexia BERTRAND, conseillère communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :
"Monsieur l'Echevin,
Je vous interpellais au mois de juin sur la demande de permis d'urbanisme introduite à la commune pour la dégradation du cottage construit par l'architecte belge Jean Hendrickx, repris à l'inventaire du patrimoine architectural, ancien siège de la société Etex, et pour la construction de 30 logements sur trois étages.
Nous nous inquiétons pour le patrimoine architectural de la commune et l'harmonie du quartier, vu le symbole que représente ce cottage à l'endroit du virage de l'avenue de Tervuren et pour les quartiers des Étangs Mellaerts, Putdael et du Parc Parmentier.
Le CODIC avait retiré sa demande de permis, sans que nous ne sachions pourquoi.
Le comité de quartier, qui s'est formé autour du projet, souhaitait introduire une demande de classement du bien (à tout le moins sa façade).
Je vous avais interrogé sur la possibilité que la commune introduise cette demande de classement. Votre réponse était favorable sur le tout en précisant que vous deviez examiner la question.
Pouvez-vous nous informer au sujet de l'état d'avancement du dossier ? Un nouveau permis d'urbanisme a-t-il été introduit pour ce même dossier?
Qu'en est-il de la demande de classement?
Le comité de quartier attend toujours une réponse à cet égard. Il me revient qu'à défaut de soutien de la commune, le comité ira demander le soutien d'une Asbl pour introduire celle-ci.
Le dossier du Comité se finalise en effet et le comité a rassemblé les 150 signatures nécessaires à la demande." ,
- 2 la réponse qui lui donnée par M. Alexandre PRISON, échevin ;
3. de même que l'intervention de Mme Cécile VAINSEL, conseillère communal.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

26.11.2019/A/0031 **CC - Interpellation - "Cottage Jean Hendrickx " (Mme Cécile VAINSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Cottage Jean Hendrickx", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cécile VAINSEL, conseillère communal ;

ENTEND ·

1. l'interpellation de Mme Cécile VAINSEL, conseillère communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée, abordée dans le cadre de l'interpellation de Mme Alexia BERTRAND relative au même sujet :
"Monsieur l'Echevin,
En mai dernier une demande de permis avait été introduite à la commune de Woluwe-Saint-Pierre pour la construction d'un projet immobilier jouxtant le cottage des étangs Mellaerts.
Très vite, les riverains se sont vivement opposés au projet qui, en prévoyant la construction de 30 appartements sur trois étages et en voulant doubler la surface bâtie, dégraderait complètement le bâtiment construit par l'architecte belge Jean Hendrickx. En outre, les wolusans-pétrusiens dénonçaient les distances trop courtes de mitoyenneté, l'augmentation du trafic pour les voiries environnantes et

l'abattage d'arbres que ce projet impliquerait

Entre temps, le concessionnaire a retiré sa demande pour des raisons d'erreurs de procédure. Il devrait néanmoins soumettre une nouvelle demande de permis à la commune.

Lors de notre conseil communal du 25 juin dernier, votre prédécesseur s'était engagé à envisager la demande de classement de ce bien remarquable à l'initiative de la commune de Woluwe-Saint-Pierre. Les riverains s'étaient évidemment réjouis de cette déclaration qui indiquait que notre commune se souciait de la préservation du patrimoine, malgré la pression du secteur immobilier.

Pouvez-vous nous dire si vous maintenez cette volonté de classement du 361 Avenue de Terwueven ? Et le cas échéant, quelles démarches avez-vous déjà entreprises en ce sens ? ;

2. la réponse qui lui est donnée par M. Alexandre PIRSON, échevin

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

26.11.2019/A/0032 **CC - Interpellation - "Terrain d'entraînement pour le hockey sur les terrains de tennis de Sportcity" (Mme Alexia BERTRAND)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Terrain d'entraînement pour le hockey sur les terrains de tennis de Sportcity"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Alexia BERTRAND, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Alexia BERTRAND, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :
"Nous avons découvert la tente abritant un terrain d'entraînement pour le hockey sur l'emplacement des terrains de tennis de Sportcity.
C'est une excellente initiative d'utiliser les terrains de tennis qui ne servent pas en hiver afin de rencontrer les besoins du hockey.
Pouvez-vous me dire comment et par qui cette décision a été prise et selon quelle procédure? Avez-vous eu des plaintes des riverains?
Pouvez-vous m'indiquer la durée d'emplacement de cette structure?" ,
2. la réponse qui lui est donnée par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

26.11.2019/A/0033 **CC - Interpellation - "Travaux publics potentiels" (Mme Juliette SIAENS-MAHIEU)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Travaux publics potentiels"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Juliette SIAENS-MAHIEU, conseiller communal ,

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Juliette SIAENS-MAHIEU, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée
"Monsieur l'Echevin,

Certains commerçants de la rue au Bois (tronçon Orban/Grand champ) s'inquiètent du manque de places de parking devant leur établissement.

Pai ailleurs, ils m'ont appris que l'ancienne banque BNP allait devenir un centre médical accueillant 80 à 100 patients par jour ce qui ne fera qu'accroître le problème de parking dans ce quartier.

On m'a rapporté que la problématique avait été bien entendu abordée à l'époque des travaux qui ont été effectués dans ce quartier et qu'un habitant de «l'immeuble BNP» s'était opposé à une expropriation permettant la création de places de parking devant l'immeuble

Je suis par ailleurs consciente que la problématique du stationnement s'inscrit dans le contexte de la volonté de la commune de promouvoir la mobilité douce et les transports en commun, objectif que je soutiens fortement.

Comment pourrions-nous dès lors aujourd'hui concilier le stationnement des riverains avec le stationnement rotatif des clients et patients des commerces locaux tout en encourageant la «mobilité verte» afin de préserver ce petit poumon commercial très utile au quartier ?" ;

2. la réponse qui lui est donnée par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre ,
- 3 de même que l'intervention de M Antoine BERTRAND, échevin.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

26.11.2019/A/0034 **CC - Interpellation - "La dangerosité de certains trottoirs " (Mme Anne-Charlotte d'URSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "La dangerosité de certains trottoirs"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal ,

ENTEND ·

1. l'interpellation de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Voici la lettre que j'ai reçue récemment d'une charmante Wolusampetrusienne âgée de 80 ans :

Chère Madame,

Je souhaite que l'on s'intéresse aux trottoirs et pas seulement aux pistes cyclables Il y a encore des gens qui marchent !

Trois accidents récents suite à des chutes provoquées par des pavés qui se soulèvent · poignet foulé, genou cassé et pire nez cassé dans mon entourage au-dessus de 75 ans mais sans canne.

Quartiers visés . Chant d'Oiseau, Centre et avenue Orban.

Je vous écris car vous êtes la seule personne que je connaisse en politique

Très amicalement.

Cet appel à l'aide que je relaye est celui d'une dame qui demande de façon bien légitime plus d'attention aux chemins piétons de notre commune. A certains endroits l'état des trottoirs est à ce point dangereux qu'il n'est pas rare que l'on voit famille avec poussette et personnes âgées préférer marcher sur la chaussée.

Le groupe Open MR demande depuis des années un ordre de priorités dans le choix des artères à rénover durant l'année. Un programme régional dit PAVE

impose à la commune de donner une idée précise de l'état des voiries. Pourrions-nous clairement, à l'aube de l'élaboration du budget 2020, recevoir un relevé précis du programme 2020 pour rassurer nos concitoyens et aussi pour permettre aux habitants de relayer des endroits dangereux qui exigent une intervention rapide au cas où ceux-ci n'étaient pas repris via Fix my Street par exemple ? " ,

2. la réponse qui lui est donnée par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre ;
3. de même que l'intervention de Mme Cécile VAINSEL, M. Aymeric de LAMOTTE et M. Christophe DE BEUKELAER, conseillers communaux

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

26.11.2019/A/0035 **CC - Interpellation - "La mendicité et le sans-abrisme à Stockel " (Mme Anne-Charlotte d'URSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "La mendicité et le sans-abrisme à Stockel"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal ;

ENTEND .

1. l'interpellation de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Monsieur le Bourgmestre,

D'après des commerçants de Stockel, la mendicité et surtout le sans-abrisme sont des phénomènes qui ont tendance à s'accroître à Stockel. Les mendiants surtout actifs les jours de marché sont généralement paisibles et courtois. Certains ont même tissé des liens étroits avec la population.

Le sans-abrisme semble avoir pris de l'ampleur depuis cet été. Les "dormants" seraient d'autres personnes que les mendiants. Ils arriveraient en début de soirée pour loger devant la KBC, Bio C Bon, Maniet, ING, Club des hommes seuls ou une famille. Certains commerçants sont inquiets : "Stockel ne peut devenir un dortoir. Nous y avons investi une partie de notre vie. Certains habitants disent ne plus oser entrer dans les SAS des banques à partir de 19h".

Il semble par ailleurs qu'une recrudescence de vols aient lieu sur le marché. Leurs clients s'en plaignent.

Je sais, Monsieur le Bourgmestre, qu'à l'appel de commerçants, vous avez organisé une réunion la semaine du 6 novembre qui a déjà permis de reloger 4 personnes. La situation était urgente, les températures hivernales sévissent déjà surtout la nuit. Je suis passée ce week-end et je n'ai vu personne dormir dans la rue.

Toutefois, il est important de pouvoir faire le point avec vous sur ces 2 phénomènes. Mendicité et sans-abrisme, sont-ils en augmentation dans la commune ? Sur quel type d'informations, de statistiques vous basez-vous pour répondre ? Combien de personnes sont concernées ? Qui sont ces personnes ? Sont-ce des personnes isolées ou un réseau ?

Qu'est-ce que le Collège de la commune met en place pour venir en aide à ces personnes sans abri ou démanteler un trafic si trafic il y a ?

Comment fonctionne la coordination entre les nombreux services qui existent dans notre communes. Croix-Rouge, C P A S., Affaires sociales, gardiens de la paix, police ?

Qu'est ce qui est mis en place en partenariat avec d'autres niveaux de pouvoir ? Sachant qu'il s'agit probablement de personnes n'ayant pas demandé l'asile sinon l'Etat fédéral leur offrirait immédiatement le gîte.

Concernant la mendicité les jours de marché ou autres, pensez-vous qu'il faut mieux le cadre qu'aujourd'hui comme cela a été réalisé dans d'autres communes ? Si oui, quels sont les problèmes rencontrés ? Et comment comptez-vous procéder ? Par ailleurs, y a-t-il une recrudescence du nombre de vols sur le marché depuis le début de l'été ? Sachant que de nombreuses personnes ne portent plus plainte à la police et que de nombreuses victimes n'habitent pas Woluwe Peut-être le placier du marché pourrait-il nous renseigner ? P.A.J. fait toujours de la prévention à l'aube des grandes vacances pour souligner la présence possible durant l'été de pickpockets cependant mettre à l'une ou l'autre occasion des policiers pourrait peut-être dissuader les voleurs et rassurer les clients qui apprécient la paisibilité de leur quartier ?" ;

2. la réponse qui lui est donnée par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre ;
- 3 de même que l'intervention de Mme Catherine VAN NAEMEN-BRUGGEMAN, conseiller communal.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

26 11.2019/A/0036 **CC - Interpellation - "Ecole Eddy MERCKX" (M. Etienne DUJARDIN)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Ecole Eddy MERCKX"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M Etienne DUJARDIN, conseiller communal ,

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Etienne DUJARDIN, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Madame l'échevine,

Un pv du 10 octobre 2019 de la Copaloc mentionne que de nombreux problèmes persistent au niveau du bâtiment de l'école Eddy MERCKX

- les problèmes dans le local de chimie
- la chaufferie défectueuse
- les WC filles et garçons
- la fuite dans le toit
- les châssis

Des travaux vont-ils enfin se faire à ce sujet ? Une grosse alerte avait déjà été lancée en 2018 par le corps professoral de cette école sur les conditions assez déplorables des bâtiments et pour l'instant, il semblerait qu'assez peu ait été fait

Il semblerait aussi qu'une somme d'argent appartenant à l'école a été transférée à la commune lors d'un changement de direction. Quel est son montant et a-t-elle été restituée à l'établissement ?

Il semblerait également que dans certaines écoles un budget conséquent ait été dégagé lors de la législature précédente pour des sanitaires On parle de 900 000 euros et on devrait déjà recommencer des travaux aux mêmes endroits. Est-ce exact ?" ;

2. la réponse qui lui est donnée par Mme Françoise de CALLATAY, échevin ,
3. de même que l'intervention de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal, et M Antoine BERTRAND, échevin.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Logement social", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal ;

ENTEND ·

- 1 l'interpellation de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée .

"Madame l'Echevine,

J'aimerais, en introduction à mon interpellation, rappeler l'histoire d'une famille de quatre enfants, résidant à Woluwe-Saint-Pierre et en attente d'un logement social depuis 13 ans.

Il y a peu, notre famille obtient enfin les points nécessaires pour accéder à un logement social. Treize ans, d'attente, ce n'est pas rien. Seulement voilà : un logement social de 4 chambres, ça n'existe pas. Comment, on ne vous l'avait pas dit ? La famille est pourtant inscrite dans plusieurs sociétés de logement différentes, en ce compris celle de Woluwe-Saint-Pierre, « En bord de Soignes »

Qu'à cela ne tienne, l'aîné a 18 ans et rentre à l'université : il peut prendre un kot étudiant, tandis que deux des enfants peuvent dormir ensemble. La demande peut donc être convertie en trois chambres.

Mais trouver un kot lorsqu'on ne dispose que de revenus de remplacement n'est pas une mince affaire : il faut convaincre les propriétaires récalcitrants et cela prend du temps. Ensuite, il faut acter à la commune la nouvelle composition de ménage et transmettre ces données à la société mère de logement social, qui doit faire entériner la demande auprès de la SLRB.

Pendant ce temps, l'heure tourne et notre famille se fait menacer d'expulsion pour la fin novembre par le propriétaire actuel, qui entend récupérer son bien au plus vite.

Sous pression, ceux-ci se mettent à explorer d'autres pistes, telles que les AIS. Mais les agences immobilières sociales -de Woluwe-Saint-Pierre et d'ailleurs- répondent inlassablement qu'elles sont saturées de demandes et qu'elles n'acceptent plus aucun rendez-vous endéans les prochains mois.

Que faire alors ? Se tourner vers la commune et demander un logement de transit ? Il ne s'agit que d'une solution temporaire qui n'offre pas nécessairement toutes les garanties de confort minimal, s'agissant d'une famille avec enfants encore en bas âge.

Aujourd'hui fort heureusement, à l'heure où nous nous parlons - et grâce à votre intervention, cette famille a pu être relogée via notre AIS dans des conditions plus qu'honorables

Je voudrais dès lors commencer par vous exprimer toute ma gratitude pour avoir trouvé en un temps record une solution adaptée aux besoins de cette famille. Votre empathie, votre capacité d'écoute et votre diligence à apporter une réponse concrète à cette situation d'urgence honore à mes yeux la commune de Woluwe-Saint-Pierre.

Mais si je vous interpelle aujourd'hui, c'est que je suis convaincue que nous ne pouvons pas nous contenter d'apporter des solutions au compte-goutte à ces situations de détresse sociale.

La situation individuelle que je viens d'évoquer reflète malheureusement la crise

du logement qui touche l'ensemble de la région bruxelloise : si 10 000 personnes bénéficient d'un logement via les AIS, plus de 40.000 ménages sont toujours en attente d'un logement social à Bruxelles. Des solutions rapides et innovantes devront donc nécessairement être mises en place sur le plan régional pour garantir l'exercice du droit au logement, qui rappelons-le, est garanti par notre Constitution

Le dernier rapport Unicef démontre par ailleurs que 40 % des enfants bruxellois sont en situation de déprivation, et le Délégué Général aux Droits de l'Enfant nous rappelle à l'occasion du trentième anniversaire de la Convention des droits de l'Enfant que celle-ci n'est pas respectée par la Belgique, précisément en raison de l'état de pauvreté de trop nombreux enfants

Dans ce contexte préoccupant, Woluwe-Saint-Pierre peut et doit apporter sa pierre à l'édifice.

Malgré un revenu médian élevé, nous avons aussi dans notre commune des personnes qui sont dans l'incapacité de se loger, dans l'incapacité de se nourrir, dans l'incapacité de supporter les frais scolaires ou d'assumer des dépenses liées aux soins de santé. Parmi eux, se trouvent de nombreuses familles avec enfants. Nous avons tendance à ne pas les voir. Et pourtant, ils vivent parmi nous dans une détresse souvent silencieuse

Dans ce contexte, la politique d'accès au logement est vraiment primordiale pour lutter contre la pauvreté et assurer à chacun le droit de mener une vie digne.

Je voudrais d'ailleurs saluer les efforts de la majorité depuis 2012 pour améliorer le droit au logement des habitants de notre commune en situation de précarité. Des aides régionales substantielles ont été obtenues grâce à la signature d'un contrat de gestion avec la SLRB, auxquelles il faut encore ajouter les aides fournies sur fonds propres par la Société de Logement «En Bord de Soignes» Mais je m'en voudrais de passer sous silence la présence de 34 logements sociaux vides à Woluwe-Saint-Pierre. Un contremaître a bel et bien été engagé par la SISF pour effectuer la programmation des différents travaux, des devis et études sont en cours, mais la question délicate de la prise en charge du coût de cette rénovation n'a pas encore été tranchée.

Trente-quatre logements, cela représente la possibilité de loger 34 familles dans une situation comparable à celle que je viens d'évoquer. Le coût de cette rénovation est globalement estimé à 500.000,00 EUR. Pour une commune aussi aisée et en bon constant comme Woluwe-Saint-Pierre, ce n'est pas la mer à boire et cela permettrait d'offrir une vie digne à de nombreuses personnes dans le besoin. Je me permets d'ailleurs de soutenir cette demande suite à de nombreux échanges avec le Directeur de la Société En Bord de Soignes qui souligne l'existence d'enjeux comparables dans les trois communes du Sud de Bruxelles que sont Woluwe-Saint-Pierre, Boitsfort et Auderghem

Je vous concède volontiers **que la compétence du logement social est prioritairement dévolue à la Région bruxelloise. Mais rien n'exclut l'intervention additionnelle de l'autorité locale pour répondre aux grands défis sociétaux, parmi lesquels la question majeure de l'accès au logement pour tous. Et ce d'autant que cette problématique est en lien avec la lutte contre la pauvreté, qui est également d'intérêt communal. L'heure est donc aux choix politiques à la prise de responsabilité.**

Nous avons -je crois engagé des montants colossaux pour la rénovation de la Place Dumon, de même que pour la célébration des 50 ans de la première victoire d'Eddy MERCKX

Pouvez-vous Madame l'Echevine, vous engager dans ce contexte à défendre le principe d'une intervention de la commune de WSP afin d'accélérer pour un montant raisonnable la remise en état de ces 34 logements sociaux vides ?" ;

2. la réponse qui lui est donnée par Mme Carine KOLCHORY, échevin.
3. de même que l'intervention de M. Antoine BERTRAND, échevin

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

Alexia Bertrand quitte la séance / verlaat de zitting.

26.11.2019/A/0038 **CC - Interpellation - "Tentative d'enlèvement" (Mme Cécile VAINSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Tentative d'enlèvement", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal ;

ENTEND ·

1. l'interpellation de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée ·

"Monsieur le Bourgmestre,

Je me permets de relayer auprès de vous les inquiétudes exprimées par de nombreux parents suite aux tentatives d'enlèvement d'enfants survenues en Région bruxelloise depuis le 4 octobre dernier

La première tentative a eu lieu à Woluwe-Saint-Pierre, et une autre a également eu lieu aux abords de Saint-Michel, ce qui a décidé la Direction à adresser un mail à tous les parents d'élèves, les invitant à une vigilance renforcée

Je suis évidemment consciente que ces faits sont avant tout du ressort de la police, mais il me semble que beaucoup de parents seraient fortement rassurés si une communication pouvait être organisée à leur attention.

Ma question est dès lors la suivante : avez-vous organisé cette communication, par exemple via PAJ, ou via nos différentes écoles ? Les enfants visés par ces différentes tentatives sont en effet tous en âge de fréquenter l'école primaire." ;

2. la réponse qui lui est donnée par M Benoit CEREXHE, bourgmestre.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.